



Collectif de Recherche
sur l'Autonomie Collective



Une Révolution peut Commencer par un Seul Brin de Paille

Portrait de deux jardins autogérés
de la grande région de Montréal



Les auteurEs ont visité à plusieurs reprises deux jardins autogérés de la région de Montréal au cours des étés 2007, 2008 et 2009 : les Jardins de la Résistance et les jardins de Kanehsatake. On peut lire dans le présent ouvrage le fruit de leurs observations et de leurs discussions avec les militantEs impliquéEs dans ces collectifs, qui ont aussi corroboré le contenu que l'on retrouve ici. À travers la présentation de leurs objectifs, de leurs principes et bases affinitaires, ainsi que de leurs fonctionnements internes se précisent deux portraits croisés de ces groupes. En bout de ligne, il se dégage certains défis auxquels doivent faire face ces collectifs pour continuer à utiliser le jardinage comme moyen de résistance et comme levier de transformation sociale.

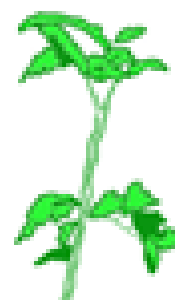
Rapport de recherche par le Collectif de Recherche sur
l'Autonomie Collective (CRAC), Nicolas Delisle-L'Heureux
et Geneviève Lambert-Pilotte avec la participation spéciale de
Patrick Cadorette

ISBN 978-2-9811908-0-2 (version imprimée)

ISBN 978-2-9811908-1-9 (pdf)

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2010



« une révolution peut commencer »

Collectif de Recherche sur l'Autonomie Collective

Vous nous avez peut-être connus sous l'appellation Collectif de Recherche sur l'Autogestion. L'expression « autonomie collective » a finalement trouvé auprès de nous un écho plus confortable. Le CRAC est un collectif affinitaire -antiautoritaire et (pro) féministe- qui fonctionne de manière autogérée et est rattaché à l'École des Affaires Publiques et Communautaires de Concordia à Montréal.

Œuvrant nous mêmes au sein de collectifs autonomes, nous percevons un grand potentiel dans la documentation des expériences d'autonomie collective, la transmission historique et la réflexion sur les pratiques, défis et contradictions associés à l'engagement dans des groupes et réseaux présentant une « culture antiautoritaire ». C'est la raison pour laquelle les membres du CRAC travaillent actuellement à la rédaction de monographies et d'articles sur des collectifs et réseaux féministes, queer radicaux, queer people of color, people of color et anticolonialistes, anticapitalistes et sur les projets de jardins autonomes.

Nous inscrivant en rupture avec la recherche universitaire habituelle, nous croyons que la connaissance est du domaine public et qu'elle devrait donc être construite et partagée avec les personnes qui organisent et vivent les expériences au quotidien. L'approche en recherche-action repose sur l'idée que pour connaître une réalité sociale, il faut participer à sa transformation. Les groupes et réseaux étudiés, par leur participation à nos démarches, sont au cœur du contenu de nos recherches et influencent leur orientation par un processus de va-et-vient et de validation permanente de la méthode et des résultats, en lien avec leurs besoins. Cette démarche est conçue pour avoir des retombées positives pour le milieu universitaire (en l'alimentant avec des données empiriques), le grand public (en rendant accessibles les actions et réflexions menées par le milieu antiautoritaire) et surtout pour les collectifs ou réseaux étudiés et le milieu militant en consignnant les réussites, les échecs, les réflexions et les outils, afin que la diversité de ces expériences se transmette et puisse être enrichie au fil du temps.



www.crac-kebec.org
514-848-2424 poste 8709
info@crac-kebec.org

Recherche, entrevues et rédaction : Nicolas Delisle-L'Heureux
et Geneviève Lambert-Pilotte avec la participation spéciale de Patrick
Cadorette

Mise en page, illustration et graphisme: Coco Riot

Remerciements : Merci à l'ensemble des participantEs des jardins de la
Résistance et des jardins de Kanesatake pour avoir partagé leurs labeurs
et aspirations avec nous, à Anna Kruzynski pour la révision du texte, aux
membres du CRAC pour leurs judicieux conseils ainsi qu'à toutes les autres
personnes qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce rapport
de recherche.



Impression sur du papier 100% recyclé post-consommation
produit localement (Cascades Enviro 100™)

**Portrait de deux jardins autogérés
de la grande région de Montréal**

***« Une révolution peut commencer
par un seul brin de paille »***

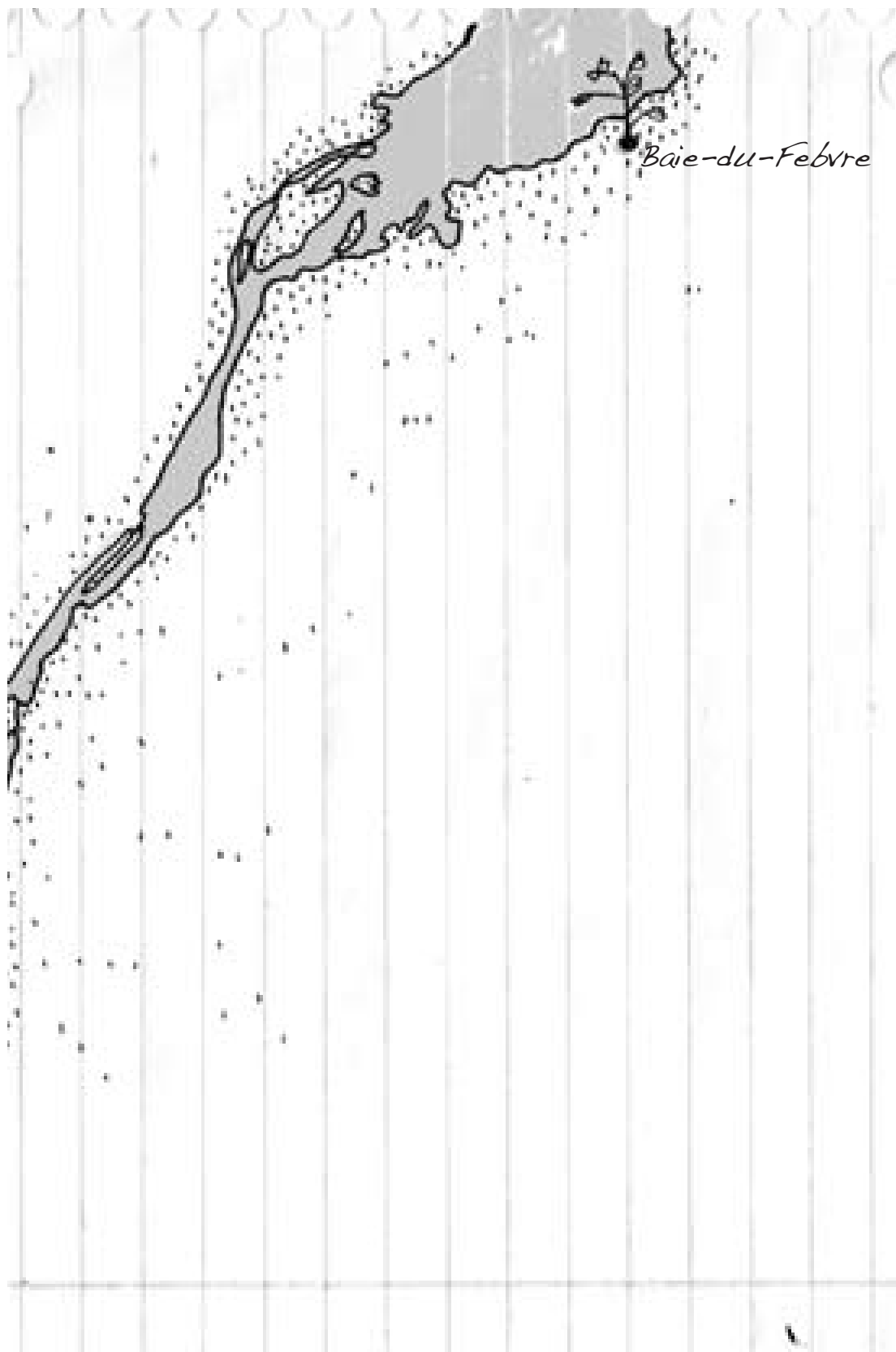
Masanobu Fukuoka

Rapport de recherche par le Collectif de Recherche
sur l'Autonomie Collective (CRAC)



Montréal, 2010





Carte des différentes localisations des Jardins de la Résistance et du Jardin de Kanehsatake

Table des matières

Carte des Jardins Autogérés	1
I. Introduction	5
Méthodologie	7
Les Jardins de la Résistance	8
Les Jardins de Kanehsatake	9
II. Les Jardins Autogérés: Contexte d'émergence.....	12
Une contestation mondialisée	13
Des expériences locales	16
Action Solidarité Paysanne (ASP).....	16
De l'ASP à Récoltes Solidaires	17
Les Jardins de Kanehsatake	22
III. Les Jardins de la Résistance et de Kanehsatake:	
Portraits	26
Objectifs des projets.....	27
Autonomie alimentaire de qualité	27
Résistance face au système économique	29
Solidarité	30
Réinventer les rapports humains	33
Partage des connaissances et apprentissages	34
Cultiver dans le respect de l'environnement	36
Le plaisir d'être en campagne	37

Principes et base affinitaire	38
Moyens de financement	41
Activités	43
Jardinage	43
Autres activités	45
Fonctionnement interne	46
Partage de pouvoir	48
Rotation des tâches	49
Rapports de genre	50
Rapports Blancs/Non-Blancs	51
Spécificité des langues	52
Rapports externes	52
 Réseaux d'affinités convergents	 53
Vers l'avenir : Projets découlant des Jardins de la Résistance....	55
 IV. Défis et contradictions	 58
Les limites de l'idéal libertaire	59
L'activisme vs. vivre de la terre	60
Les défis de la mobilisation	61
Les questions de genre	62
Les transports et l'utilisation des combustibles fossiles ...	63
 V. Conclusion	 66
 Notes	 71
 Bibliographie	 73



I. INTRODUCTION

Pour plusieurs, la Planète Terre est en mesure de produire suffisamment de ressources alimentaires pour l'ensemble des besoins de sa population actuelle. C'est la manière de distribuer cette production agricole qui est problématique, car elle n'est ni juste ni équitable, reposant sur une vision néolibérale de la croissance économique à tout prix. Dans ce cadre, la question de la souveraineté alimentaire est intimement liée à celle de l'autonomie politique. Comment peut-on concevoir une communauté autogérée qui ne soit pas dépendante de forces extérieures pour assouvir le plus essentiel de ses besoins ?

Au Québec, les années soixante et soixante-dix ont vu se multiplier les projets de « retour à la terre », inspirés par la contre-culture et l'esprit d'aventure qui ont marqué cette époque. Par la suite, c'est le modèle du jardin communautaire qui a été mis de l'avant par les acteurs du mouvement écologiste. Et ce n'est vraiment qu'à partir des années 1990 que les jardins collectifs, entendus comme une « parcelle partagée, mais non individuellement divisée (où) responsabilités, connaissances, travaux et récoltes sont partagés entre les participants »ⁱ, réapparaissent au Québec. Néanmoins, ne l'oublions pas, déjà plus d'un millénaire avant notre ère, les IroquoienNEs cultivaient déjà du maïs, des courges et des haricots.

La deuxième moitié des années 90 et les premières années du nouveau millénaire ont vu émerger une nouvelle culture politique, intimement liée au mouvement de justice globale (antimondialisation ou altermondialiste), qui a donné lieu à un renouvellement du rapport qu'entretiennent les militantEs avec la terre. L'objectif n'est plus de rompre avec « le système » en s'isolant pour tendre vers une autarcie idéalisée, mais de prendre les moyens d'autonomiser une sous-culture rebelle qui souhaite s'éloigner progressivement, mais radicalement du système capitaliste, tout en reconnaissant au fur et à mesure les limites et les difficultés concrètes qu'implique une telle rupture.

Ce rapport à la terre et à la culture des aliments est en fait un rapport à la consommation, un rapport à l'environnement, au travail, à l'organisation de la société et au modèle économique et politique dominant. C'est un refus du statu quo doublé d'une démarche d'autonomisation radicale. L'une des formes que prend ce mouvement d'autonomisation est la création de jardins solidaires. Ce sont des projets collectifs, menés par des militantEs, dont l'objectif est de faire pousser légumes, fruits, herbes aromatiques et plantes médicinales à l'usage des participantEs, mais aussi pour en distribuer les surplus dans des réseaux de solidarité, participant ainsi à briser la dépendance aux circuits de consommation capitalistes. Ces jardins solidaires sont donc des jardins collectifs entretenus par plusieurs personnes liées à un projet commun. Dans les dernières années, plusieurs projets semblables se sont mis sur pied dans la grande région de Montréal.

Le Collectif de Recherche sur l'Autonomie Collective (CRAC) s'est penché sur deux projets autonomes distincts : le jardin solidaire de Kanehsatake, sur la rive nord de Montréal, et les Jardins de la Résistance, à Godmanchester, puis à Sainte-Barbe, dans la région d'Huntingdon, sur la rive sud de Montréal. Après une évaluation préalable, ces deux jardins ont été choisis pour leur correspondance supposée avec nos critères de recherche, c'est-à-dire le fait d'appartenir à une culture antiautoritaire et autogestionnaire, basée sur une prise de décision interne horizontale et décentraliséeⁱⁱ. À plusieurs reprises au cours de l'été 2007 et 2008, nous nous sommes rendus sur place pour séjourner avec les militantEs, partager leur labeur et leur joie au travail, tout en les interrogeant sur leurs motivations et leurs dynamiques internes. Nous nous sommes rapprochéEs de ces deux collectifs pour étudier leurs missions respectives. Dans le rapport de recherche qui suit, après avoir présenté les grandes lignes de notre méthodologie, nous aborderons le contexte d'émergence des deux projets, en plus de leurs objectifs, leurs principes et bases affinitaires, ainsi que leurs moyens de financement. Nous traiterons aussi des différentes activités des jardins auxquelles nous avons participé, ainsi qu'à leur fonctionnement interne respectif et à leurs relations avec l'extérieur, comme la communauté d'accueil, par exemple. Finalement, nous analyserons quelques uns des défis auxquels les militantEs impliquéEs dans ces jardins doivent faire face.

Méthodologie

La méthodologie que nous avons choisie est basée sur les principes de la recherche-action. Adopter cette approche implique un certain nombre de choses, la première étant de faire valider le contenu de ce rapport avant sa publication par les membres des collectifs étudiés. De plus, ils et elles ont eu leur mot à dire durant les différentes étapes de la recherche et leurs interventions ont orienté la forme finale du présent rapport. Cependant, la distance importante entre nos lieux de résidence (Montréal) et les lieux des jardins, ainsi que la plus ou moins grande disposition des gens à participer à un processus d'entrevue et de rétroaction plus complexe (comme c'est le cas pour d'autres groupes étudiés par le CRAC) ont permis de dresser un portrait d'ensemble des jardins étudiées, mais sans pouvoir aller en profondeur sur certains thèmes plus spécifiques. Ensuite, la recherche-action, comme son nom l'indique, suppose une implication active des chercheurEs dans le milieu qu'ils-elles étudient. Beaucoup d'informations ont été recueillies les deux mains dans la terre lors de discussions informelles et d'observation participante. Ces observations nous ont permis de faire émerger certaines données qui nous ont aidéEs à mieux comprendre cette façon atypique de militer. Par contre, il est aussi important de spécifier que nous avons réalisé un certain nombre d'entrevues individuelles plus formelles avec certainEs militantEs plus enclinEs à se prêter au jeu. Finalement, une dernière saisie de données s'est faite lors de la lecture de la première ébauche du texte par les groupes : alors, une quantité non négligeable d'informations ont aussi émergé. Ce texte se veut un croisement de toutes ces données.

Les groupes que nous avons approchés, soit Les Jardins de la Résistance et les Jardins de Kanehsatake, nous sont apparus comme deux pôles importants de l'agriculture militante dans les environs de Montréal. Étant nous-mêmes dans le réseau militant, les contacts avec les jardins se sont effectués par amiEs et connaissances interposées. Dès le départ, les militantEs de chacun des collectifs ont donné leur accord à notre présence, mais ont accepté de participer à des niveaux différents. Exposons ici l'apport de chacun des groupes :

Jardins de
la Résistance,
2008



Jardins de la Résistance :

Nous nous sommes renduEs dans la région d'Huntington plusieurs fois au cours de l'été 2007 et 2008 pour faire de l'observation participante. En 2007, nous avons également assisté à la remise des paniers biologiques dans un appartement de la Petite Patrie à Montréal et au Frigo Vert, une épicerie anticapitaliste située sur le campus de l'université Concordia. Ces deux espaces deviennent alors, en alternance à chaque deux semaines, le lieu où certainEs membres de la communauté viennent quérir leur panier de fruits et de légumes biologiques provenant des jardins.

En plus des discussions informelles qui constituent une bonne part de notre matériel, nous avons, avec les gens des Jardins de la Résistance, pu procéder à une entrevue de groupe assez longue avec les militantEs les plus impliqués ainsi que d'autres militantEs venuEs donner un coup de main à ce moment là. De plus, plusieurs entrevues individuelles ont été réalisées avec des membres fondateurs du projet. Finalement, certaines données ont aussi été recueillies par conversations téléphoniques plus informelles lorsque certaines informations étaient manquantes ou à confirmer.

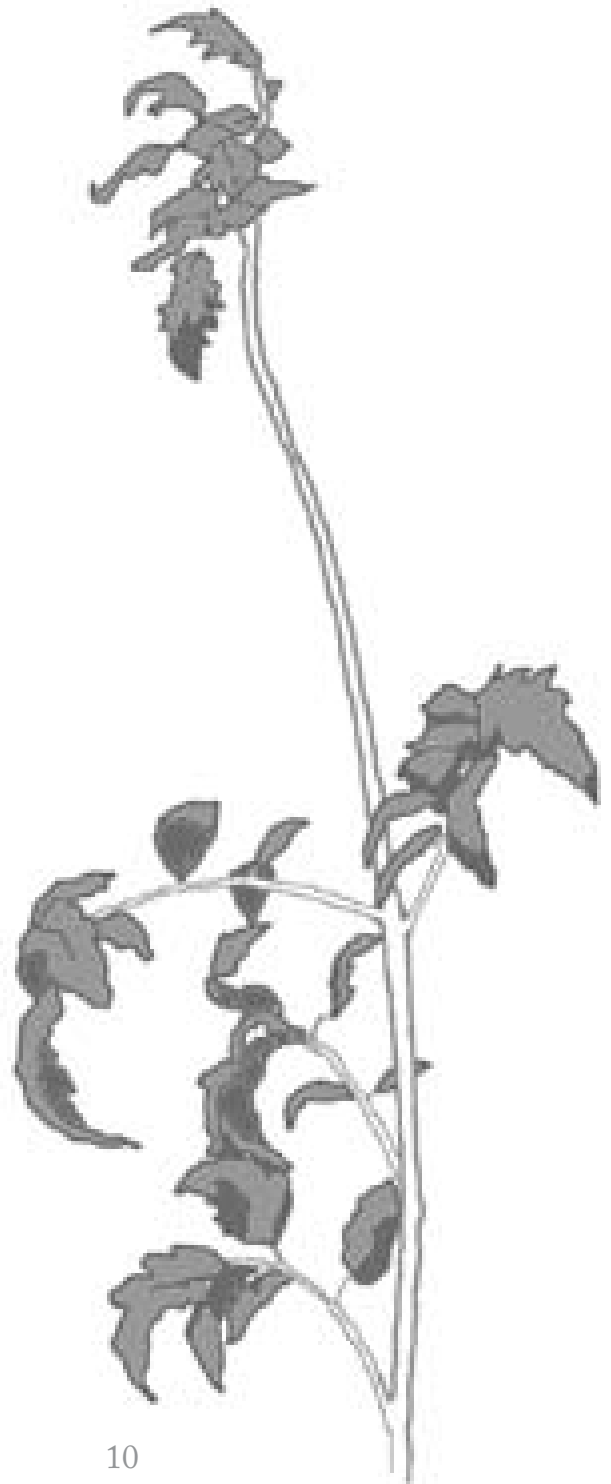
Précisons que la possibilité de séjourner aux Jardins de la Résistance (à cause d'un accès à un appartement, puis un « shack » et à une parcelle de terre où l'on peut poser sa tente) a permis d'observer plus longuement le fonctionnement et l'organisation des lieux qu'à Kanehsatake, où l'accès au jardin ne vient pas avec la possibilité d'y rester une nuit.

Les Jardins de Kanehsatake :

Nous nous sommes rendus à Kanehsatake plusieurs fois au cours de l'été 2007 et 2008. En mai et juin, nous semions ; en juillet, nous entretenions ; en septembre et en octobre, nous récoltions. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'accès au jardin étant plus complexe, la cueillette de données s'est faite un peu plus difficilement et nous n'avons pas pu y réaliser d'entrevue de groupe. Par contre, deux participants actifs de ce projet ont accepté de nous accorder une entrevue formelle. Nous avons aussi recueilli beaucoup d'informations via des discussions informelles avec les militantEs qui y jardinaient ainsi qu'avec des membres de la communauté de Kanehsatake. De plus, lorsque nous avons eu besoin de clarifier certaines questions, nous avons pu aller chercher de l'information en-dehors de nos visites aux jardins, auprès de quelques personnes. Il est à noter que la relecture du présent rapport par les participantEs nous a aussi amené plusieurs éléments nouveaux.



Jardin de Kanehsatake,
2008





Jardins de la Résistance, 2008

II. Les jardins autogérés : Contexte d'émergence

Une contestation généralisée

Depuis déjà plusieurs dizaines d'années, et encore aujourd'hui, l'agriculture est devenue de plus en plus productiviste, au Québec comme ailleurs, pour répondre à des impératifs économiques de plus en plus stricts. Résultat : on chasse les petits agriculteurs-trices pour les remplacer par une véritable agro-industrie à grande échelle qui systématise l'usage de pesticides de synthèse, d'insecticides, d'organismes génétiquement modifiés, etc. C'est face à cela que beaucoup de mouvements de résistance et de réappropriation de la terre sont nés, entre autres en Amérique latine. Les communautés autochtones, trop souvent les premières touchées par le développement de cette agro-industrie, sont plus que partie prenante de ces mouvements de résistance. En effet les deux collectifs que nous avons étudiés mettent leurs actions en contexte avec les divers mouvements de retour à la Terre, soit en survie ou en résistance à l'industrialisation, ainsi qu'avec les mouvements actuels de réappropriation des terres à travers les Amériques.



Image couverture de
“Les Gens de Maïs”,
brochure de La Otra
Campana, Comité
Mexico-Montréal.

Un des exemples les plus connus de mouvement de réappropriation de la terre est l'insurrection de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans les années 90 dans l'État du Chiapas au Mexique. Ce mouvement devint rapidement un des symboles de la lutte altermondialiste, anti-impérialiste et pour l'autonomie des autochtones. En effet, les zapatistes constituent peu à peu des communes autonomes où la propriété de la terre et des ressources est communale, indépendante de celles gérées par le gouvernement central. Aujourd'hui encore, ces communes, bases de l'organisation civile zapatiste, mettent en œuvre des principes concrets d'autogestionⁱⁱⁱ. Dans les deux collectifs que nous avons rencontrés plusieurs personnes parlent espagnol, et beaucoup ont déjà voyagé en Amérique latine et au Chiapas. L'exemple vivant et concret de l'autogestion zapatiste est une inspiration pour beaucoup de militantEs de là-bas comme d'ici.

En Amérique du Nord, le mouvement de contestation au libre-échange prend aussi de l'ampleur :

« À partir de novembre 1999, suite aux mobilisations à Seattle contre l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) se multiplient les groupes occidentaux qui contestent, sur la place publique, la tournure que prend l'économie mondiale. Ces groupes réclament une réforme des institutions et des instruments de la mondialisation ou ils les rejettent de façon radicale, les groupes engagés dans ce mouvement se rejoignent par leur analyse des multinationales comme étant des menaces pour la démocratie, pour les droits du travail et pour les droits de la personne, ainsi que pour l'environnement. Le mouvement prend alors une ampleur sans précédent. (...) Le Québec ne fait pas exception. Aux actions directes contre l'Accord multilatéral sur les investissements se succèdent des actions contre le G20 à Montréal, l'OMC et la Zone de libre échange des Amériques en avril 2001 dans la ville de Québec. (...) Dans et autour de ces mobilisations, on assiste à une multiplication de collectifs qui s'autoproclament anti-capitalistes, anti-autoritaires, anti-impérialistes, anti-patriarcaux et qui s'organisent de façon fluide et non hiérarchique. Ces groupes, qui œuvrent à la marge des courants plus institutionnalisés du mouvement, s'intéressent à une diversité d'enjeux dont les droits des immigrantEs, des réfugiéEs, des gaies, lesbiennes et queer, la guerre, la colonisation, l'environnement, l'embourgeoisement, la culture, le sexisme, la malbouffe, la répression policière, le contrôle de l'État, la désinformation des médias, le pouvoir démesuré des groupes économiques ici et ailleurs dans le monde.

Malgré les mobilisations sans précédent et une opinion publique de plus en plus critique de la mondialisation néo-libérale, les gouvernements continuent sur la même voie. En même temps, avec les promesses rompues, la rapidité des transformations et la multiplication de scandales politiques, on assiste à une crise de légitimité du système électoral.

Plusieurs se sentent impuissantEs, sans prise sur les décisions qui affectent leurs vies, décisions qui semblent être prise par des acteurs mondiaux très loin de leur réalité locale, régionale voire même nationale.

C'est dans ce contexte qu'émerge un consensus implicite quant au besoin d'aller au-delà de la stratégie de mettre des bâtons dans les roues de la mondialisation néo-libérale. « Un autre monde est possible » devient le slogan de ce mouvement hétéroclite rassemblant différentes tendances. Mais quel est cet autre monde? Certaines tendances s'orientent vers la politique partisane (« faire de la politique autrement »), d'autres vers la consommation responsable (« acheter c'est voter »), d'autres encore vers la gouvernance mondiale. Composée majoritairement de « jeunes », une frange de ce mouvement, tente de développer des alternatives libertaires autogestionnaires qui leur permettent de préfigurer, dans l'ici et le maintenant, la société à laquelle ils aspirent. »^{iv}

Lambert-Pilote, Drapeau et Kruzynski, « La révolution est possible : un portrait des groupes libertaires autogérés au Québec » Possible, volume 31, numéro 1-2, hiver-printemps 2007.

Image du flyer du
PGA-Bloc Ottawa
2007-2008

Le cas des jardins s'insère parfaitement dans cette préfiguration, car ils tentent par des projets concrets de se réapproprier le travail de la terre tout en respectant la nature et les êtres humains.



Des expériences locales

Avant de parler plus spécifiquement des Jardins de la Résistance et du Jardin à Kanehsatake, il est selon nous important de faire un bref retour en arrière afin de comprendre l'historique de ces groupes. En effet, plusieurs personnes et fondateurs-trices des deux jardins dans lesquels nous avons fait nos observations participantes s'étaient déjà auparavant impliqués dans des projets d'agriculture collectifs et autonomes. Voici donc un aperçu de ce que furent l'Action Solidarité paysanne (ASP) et le Projet Récolte Solidaire.

Action Solidarité Paysanne (ASP)

L'Action Solidarité Paysanne a vu le jour durant l'été 2003 et a réalisé un projet de jardins collectifs à Nicolet, puis à Baie-du-Febvre en 2004. À Baie-du-Febvre, certaines personnes demeuraient pratiquement tout l'été sur place car la maison et le terrain étaient prêtés en échange de quoi les participantEs du jardin devaient s'occuper des chèvres du propriétaire. Peu de gens de Montréal allaient y faire un tour. Comme une bonne partie de la production maraîchère était donnée gratuitement, différents moyens d'autofinancement ont été développés : vente de t-shirt et vente du « jus de la terre », une émulsion de lombri-compost pour mettre de la vie dans le sol. Malgré cela, le projet est demeuré assez précaire.

Le but premier de ce projet autogéré était de rendre plus accessible la nourriture biologique de qualité en donnant gratuitement une partie des récoltes, entre autres lors d'événements militants, comme des soupers ou des manifestations, mais aussi à des groupes communautaires comme Afrique au Féminin. Chaque année, l'ASP participait aussi à la journée internationale des luttes paysannes, le 17 avril, afin de promouvoir ici l'agriculture biologique et d'agir en solidarité avec d'autres luttes du même genre dans le monde entier. Dans le même ordre d'idées, l'ASP souhaitait aussi créer un réseau de solidarité, une base d'entraide avec les fermes des environs.



..... par un seul brin de paille »

Une des grandes réalisations de l'ASP a été le partage de savoir-faire horticoles, car au début du projet, beaucoup de personnes ne possédaient aucune notion relative à ce domaine. Il y a donc eu beaucoup d'échanges à ce niveau, même si cette autoformation restait informelle. Une bonne rotation des tâches a aussi été instaurée de manière à faire et à apprendre de nouvelles choses.

L'ASP : point de départ de la création des Jardins de Kanehsatake et des Jardins de la Résistance

Les jardins de l'ASP à Baie-du-Febvre ont duré un an et plusieurs personnes ont décidé de quitter ce collectif, notamment à cause de conflits personnels. D'ailleurs, une des personnes qui avait décidé de quitter Baie-du-Febvre a participé activement à la création des Jardins de Kanehsatake. À ce moment-là, l'ASP était considérablement affaiblie et personne ne pouvait entreposer le matériel et les semences pour l'hiver. C'est alors qu'à l'automne 2004, le projet fut déplacé à Godmanchester où une propriétaire terrienne cherchait des gens qui allaient pouvoir assurer une permanence sur la ferme en échange d'un accès à la terre. À cet endroit, il n'y avait plus que deux personnes de l'ASP, dont l'une était plus ou moins active. Avec tous ces changements (un nouveau lieu et de nouvelles implications), les militantEs décidèrent d'abandonner le nom d'ASP et de créer leur propre projet : Les Jardins de la Résistance.

À cette époque, les Jardins de la Résistance, en plus des deux personnes qui sortaient de l'ASP, étaient composés d'un « réseau d'une dizaine de personnes en lien avec la Mauvaise herbe, Agite Bouffe et la Rue Brique (Sud-Ouest) », nous dit l'un des militants. « Graduellement, des personnes se sont ajoutées et d'autres se sont retirées. » Aucun légume n'était alors vendu ; la plupart étaient distribuée entre les jardiniers-ères, sinon ils étaient mis en conserve ou donnés à des groupes



Jardins de la Résistance, 2007

communautaires. On finançait les activités des lieux en vendant de l'émulsion de lombricompost (« jus de la terre »), des plants en début de saison et des t-shirts. Ces derniers, imprimés en 2005, sont presque épuisés en 2007.

En somme, le projet de l'ASP a été en quelque sorte le point de départ des deux collectifs à l'étude, car ce sont des gens s'y impliquant qui se sont par la suite impliqués dans la fondation des deux autres projets de jardins. Cependant, notons qu'un autre projet de jardin, Récoltes solidaires, a aussi eu une influence sur le projet des Jardins de la Résistance.

Récoltes Solidaires : Les Jardins de Rigaud

Récoltes Solidaires est une expérience de jardins collectifs qui a duré grosso modo le temps d'un été, en 2006. Ces jardins, situés à Ste-Justine-de-Newton, près de Rigaud, utilisaient la méthode de l'agriculture sauvage (natural farming). Il s'agit d'une technique d'agriculture respectant et reflétant le plus précisément possible les cycles et comportements de la nature. Comme le dit un des participants :

« Au lieu d'imposer nos connaissances à la nature, on veut plutôt apprendre de la nature. On veut inverser ce cheminement qui est d'« imposer nos connaissances » à la nature. Faire de l'agriculture et vivre comme un fermier, c'est enrichissant et ça peut nous faire grandir comme personne. On ne veut pas une approche dogmatique, mais plutôt se rappeler de faire un effort pour regarder vers la nature, pour apprendre d'elle. »

La terre sur laquelle ce projet était établi n'était pas louée, mais appartenait à un homme qui soutenait cette initiative. Il espérait une relève pour cultiver sa terre. Il s'agissait d'un échange : le propriétaire donnait un coup de main avec ses outils et les militantEs des jardins lui donnaient ce qu'ils pouvaient afin de payer les frais fixes (entretien, taxes, assurances). Les gens intéressés étaient invités à venir participer au projet, que ce soit le temps d'une journée ou plus. Comme le mentionne un des participants, un des objectifs de Récolte Solidaire était de « susciter le contact entre individus et familles « de la ville » avec les espaces naturels ». Comme le nombre de personnes impliquées dans ce projet a varié dans le temps, pouvant passer de une à dix, mais oscillant le plus souvent entre trois et quatre, les décisions étaient prises de manière plutôt informelle, mais toujours par consensus. Ainsi, les gens les plus investis dans le projet prenaient davantage de décisions, car ils étaient le plus souvent sur place. Aucune structure ou mécanisme formel n'ayant été instauré concernant les décisions ou les tâches à accomplir, les choses se faisaient selon les intérêts des gens.

La distribution des légumes, fruits et céréales s’accomplissait de deux manières. D’une part, environ 25 paniers ont été vendus à chaque deux semaines de façon à soutenir financièrement le projet. D’autre part, et, dans la mesure du possible, les légumes étaient partagés avec des individus et des familles racisées dans le besoin à Montréal, tout particulièrement les communautés immigrantes sans-statut, et certains groupes communautaires comme le Centre d’amitié autochtone de Montréal ou le Women’s Native Center.

Fusion du projet Récoltes Solidaires et des Jardins de la Résistance

À l’hiver-printemps 2007, Récolte Solidaire et les Jardins de la Résistance comptaient respectivement peu de membres. Suite à plusieurs discussions et grâce à l’aide d’une amie commune aux deux groupes, Récolte Solidaire décide alors de fusionner avec Les Jardins de la Résistance. Même si des idées d’achat de la terre de Ste-Justine-de-Newton pour la transformer en fiducie sont évoquées, les personnes participantes au projet de Récolte Solidaire viennent finalement s’établir à Huntingdon.

En parlant de ce qui a mené à la fusion des deux collectifs, voilà ce que déclare une des membres impliquée aux jardins d’Huntingdon:

« Nous, on avait un problème avec la distribution. On ne remplissait pas tous les rôles, les deux on avait des parties de projet, mais on n’était pas capable de tout faire. Pis les deux on avait une perspective écologique, plus vers du biologique. Pis on avait un projet d’agriculture, on n’est pas des millions à vouloir faire ça ! À Kanehsatake, eux, ils avaient plus leur projet avec la communauté. »

C’est ainsi que débute le projet des Jardins de la Résistance pour la saison 2007.

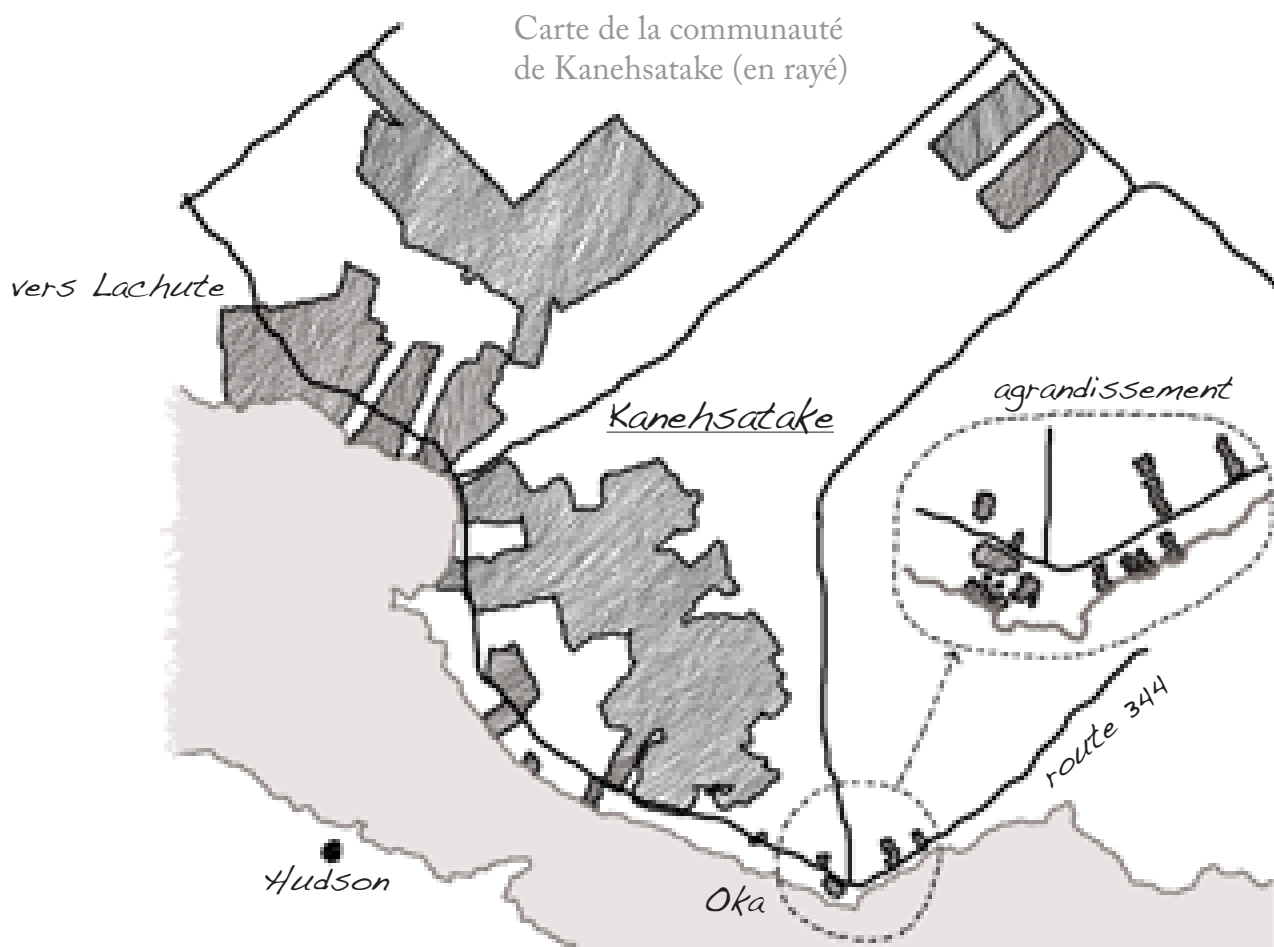
Cependant, à la fin de l'été, un nouveau propriétaire achète la terre et les Jardins de la Résistance doivent déménager. Une nouvelle terre est trouvée à Sainte-Barbe. Il s'agit d'une ancienne ferme d'ail biologique pour laquelle les propriétaires cherchent une relève. Un contrat est passé avec ce propriétaire : le collectif peut utiliser et cultiver la terre, utiliser la moto-bêcheuse, un espace dans la grange et autres avantages en échange d'un certain nombre d'heures où les gens du jardin vont aider le propriétaire. Comme à ce nouvel endroit le collectif n'a pas accès à une maison comme l'année précédente, un camp avec électricité et eau courante est construit par les participantEs. Un ingénieux système de douche et de toilette est aussi mis en place.

Ce déménagement double la superficie de la terre par rapport à l'année précédente, pour atteindre un peu moins d'une acre.

Jardins de la Résistance, 2007



Les Jardins de Kanehsatake



La communauté de Kanehsatake – à l’instar d’une bonne partie des communautés autochtones du Canada - est traversée de luttes de pouvoir et de conflits internes latents ou irrésolus. Comme l’a illustré la crise de 2004-2005, la ligne de discordance qui divise cette communauté est de nature politique et idéologique. Pour dresser un portrait rudimentaire on retrouve d’un côté les Traditionalistes, qui prônent un retour aux traditions politiques et spirituelles des Mohawks (un courant marqué par la radicalité de ses tenants et de ses revendications), et de l’autre, les réformistes adhérents au système d’encadrement politique imposé par l’État canadien, soit le système de réserves, le gouvernement par Conseils bandes et, de façon générale, une acceptation plus ou moins tacite des mesures décrétées par la « Loi sur les Indiens ». Le projet de jardin à Kanehsatake est une initiative d’un

poignée de militantEs librement associéEs à l'ancien Réseau de solidarité avec les peuples autochtones ou Indigenous People Solidarity Mouvement (IPSM). Elles/ils se regroupent principalement sur la base d'un sentiment de solidarité assumé envers plusieurs membres de la communauté s'identifiant à la tendance traditionaliste. En 2004 et 2005, toujours en signe de solidarité, certainEs d'entre eux/elles ont assidûment assisté au procès des membres de la communauté accusés d'avoir séquestré des policiers venus occuper le territoire. À ce moment, des liens se sont tissés avec des membres de la communauté et de ces nouvelles amitiés a émergé le projet de jardin solidaire.

En place depuis l'été 2005, le jardin solidaire de Kanehsatake répond à deux objectifs principaux, d'égale importance. D'une part, il cherche à cultiver la terre et à en partager les fruits parmi celles et ceux qui sont engagéEs dans le projet (le surplus de production est distribué dans la communauté, notamment à la Maison des Anciens de Kanehsatake, au Centre de désintoxication de Kanehsatake et au Centre d'amitié autochtone de Montréal). D'autre part, il veut cultiver des liens de solidarité entre militantEs urbainEs et membres natifs de la communauté.

Le projet s'appuie par ailleurs sur une base de principes autonomistes, explicitement en rupture avec l'État canadien et son encadrement. Le collectif militant qui anime le jardin est composé d'une dizaine de personnes (en moyenne) et de sympathisantEs se relayant tout au long de la saison estivale pour prêter leur labeur au jardin, une journée ou deux par semaine, parfois plus en fonction des besoins et de leurs disponibilités. Le jardin, d'environ 5 000 m², produit des douzaines de variétés de légumes, de céréales et d'herbes aromatiques ou médicinales. À l'été 2008, le jardin de Kanehsatake en est à sa troisième saison.

Jardin de Kanehsatake, 2008



Jardin de Kanehsatake, 2008



III. Le Jardins de la Résistance et de Kanehsatake : Portraits

Objectifs des projets

Les Jardins de Kanesatake et les Jardins de la Résistance n'ont ni l'un ni l'autre de mission ou encore d'objectifs officiels. C'est en discutant avec les différentEs participantEs et fondateurs-trices des projets que nous avons pu dégager les différents éléments qui suivent. De plus, précisons que ces objectifs recoupent les différents sens donnés aux projets, c'est-à-dire les motivations et les aspirations des gens qui y participent. Si l'on tentait par contre de tracer une constante dans les objectifs qu'on tente d'atteindre par le jardinage, on conviendrait que « le but n'est pas de créer un nouveau pouvoir autour d'un centre hégémonique, mais de défier, de déranger et désorienter les processus de l'hégémonie globale »^v. En effet, que cela se manifeste dans le désir de couper les ponts avec le système marchand de nourriture, dans celui de réinventer les rapports humains et l'organisation sociale ou encore dans celui d'offrir un endroit en campagne où il est possible pour chacunE de se recueillir et de travailler en-dehors d'une logique productiviste, nous verrons ici de quelles façons, par les sens qu'ils-elles donnent à leur action, les militantEs des jardins que nous avons étudiés tentent de se sortir du modèle dominant.

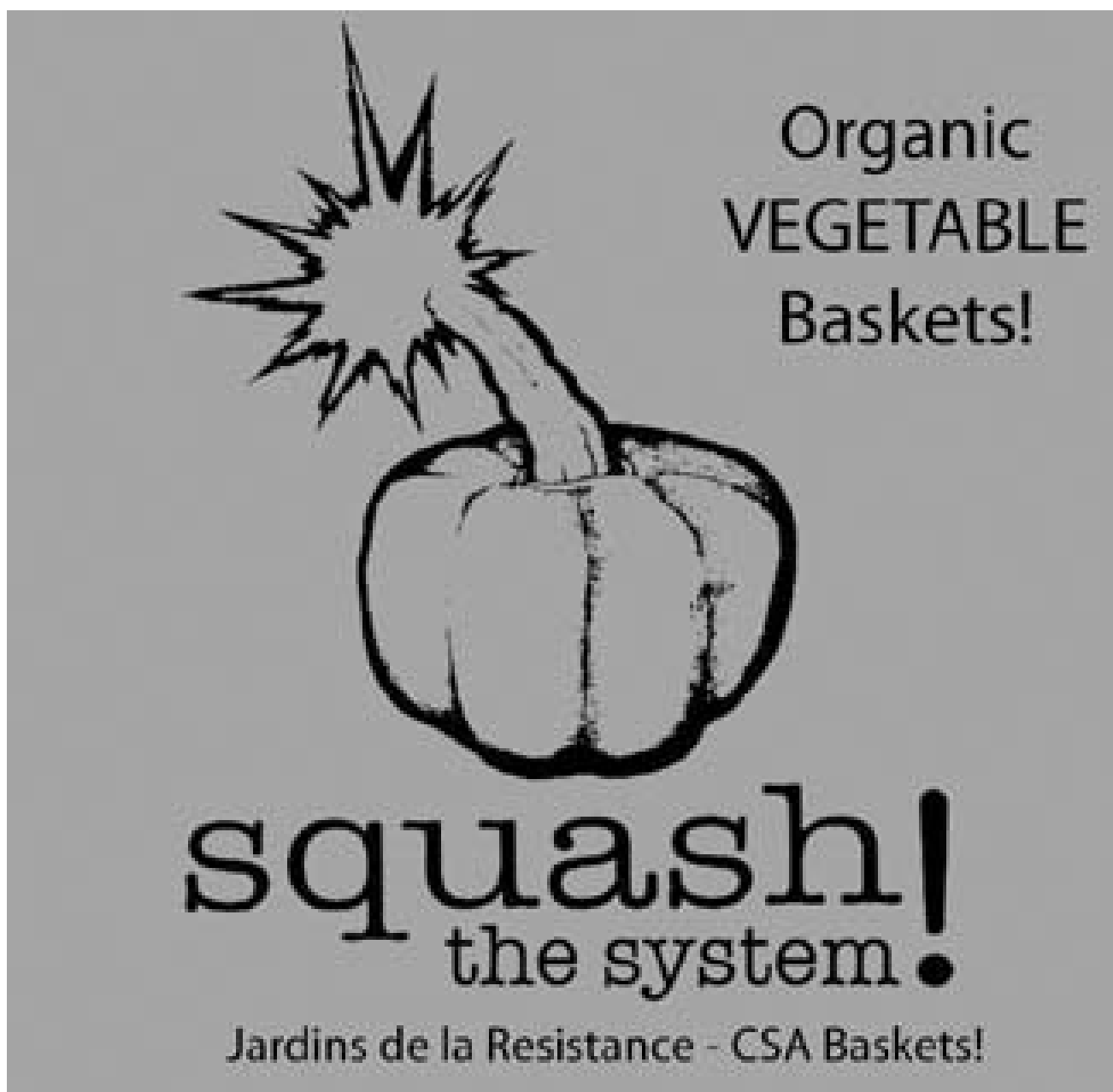
Autonomie alimentaire de qualité

Se nourrir est un besoin humain fondamental, mais il n'est pas toujours donné à touTEs de choisir librement, par manque d'argent, d'information ou de temps, la façon dont elles et ils souhaitent y répondre. Par exemple, l'organisation sociale et économique liée à la nourriture et à sa « consommation » n'instaure pas les conditions idéales pour connaître la provenance de ce que nous mangeons ni ce que contiennent nos aliments (OGM, pesticides, etc.). L'alimentation biologique peut représenter une solution de contrôle sur ce que nous mangeons, sans toutefois éliminer l'aspect de production industrielle caractéristique du système capitaliste dans lequel nous vivons. De plus, pour les personnes à plus faible revenu, les aliments biologiques restent le plus souvent inaccessibles, car trop chers. En ce sens, l'alimentation agit comme « un marqueur social parce qu'elle est l'expression du jeu de ressources et des contraintes caractéristiques de positions sociales, ainsi que des représentations qui sont attachées à ces positions »^{vi}.

Face à cet état de fait, les jardins que nous avons étudiés répondent à une volonté d'autonomie alimentaire. En effet, les deux jardins cultivent à partir de semences biologiques (sauf à quelques rares exceptions) et les participantEs gardent

une partie des récoltes. Au niveau de la consommation, les légumes des jardins sont autant de nourriture qu'on n'aura pas besoin d'acheter à l'épicerie. Comme beaucoup de participantEs aux projets ont peu de moyens financiers, la culture et la récolte autonomes des légumes deviennent des moyens sûrs de manger des aliments de qualité sans devoir se ruiner et sans avoir à passer par un intermédiaire. Cette façon qu'ont les militantEs des jardins « de prendre le changement social dans leurs propres mains, en intervenant directement dans une situation plutôt qu'en faisant appel à un agent extérieur (d'habitude un gouvernement) pour y rectifier »^{vii} correspond à de l'action directe. En ce sens, elle doit être qualifiée de militantisme.

Dépliant des Jardins de la Résistance, 2008



Résistance face au système économique

L'autonomie alimentaire va de paire avec un autre objectif des jardins autogérés : la résistance face au système capitaliste. De fait, l'esprit anticapitaliste qui unit les militantEs au quotidien rend plus systématique la récupération de nourriture (dans les conteneurs des supermarchés et des marchés publics, par exemple) et permet de diminuer passablement les échanges marchands : « si on arrête de consommer, on peut faire tomber le capitalisme ! », tel que l'a noté une des participante. Pour plusieurs, le fait de pouvoir approfondir les rapports entre les gens en-dehors du marché est une excellente raison de s'y impliquer.



Système d'irrigation construit par les participant-e-s du jardin de Kanehsatake, 2008

CertainEs militantEs ayant voyagé font remarquer qu'ailleurs, la résistance au système capitaliste reste liée à un mode de vie qui cherche à trouver un maximum d'autonomie ; cette autonomie commence par la nourriture. Quelques unEs font remarquer que ce genre de résistance se fait plutôt rare dans les pays du Nord et que cette indépendance vis-à-vis le

marché, cette philosophie d'autogestion, est à la base de leur activisme. De fait, ce rythme de vie leur permet de sortir du cadre aliénant de la norme.

De plus, la possibilité de produire soi-même sa nourriture, le fait qu'elle soit biologique et surtout variée permet, selon certainEs, de reprendre (une part) du contrôle sur « le processus de colonisation alimentaire » qui pousse à la monoculture très néfaste sur la santé et l'environnement. Cette reprise de contrôle est aussi perceptible dans la relation que les groupes entretiennent avec les certifications. Ceux-ci ayant choisis de ne pas être certifiés biologiques, ils accordent une plus grande importance à la manière écologique de produire des légumes qu'à la reconnaissance d'une institution d'accréditation extérieure.

Par le fait même, les jardins antiautoritaires sont aussi un espace où il devient possible de construire des alternatives concrètes au système capitaliste. Le meilleur exemple pour illustrer ce point est la vente ou le don des paniers de légumes et de fruits biologiques.

« Personne n'avait envie de faire de l'argent, le but c'était pas de produire des légumes. On est à but non lucratif. On fait aussi ça dans le but de résister au capitalisme. »

En effet, le fait de donner ou de vendre à très bas prix le fruit de son travail permet à ceux et celles qui les récupèrent de comprendre le sens des alternatives à l'extérieur du système capitaliste, mais aussi de créer eux et elles-mêmes les ponts qui leur conviennent avec la campagne, d'expérimenter la « ruralité » à l'extérieur des idées qu'on en reçoit. « C'est pas fréquent sur les fermes de donner notre production, c'est parce qu'on est solidaires, solidaires avec les réfugiés, les sans-papiers, et avec les populations immigrantes, ou on en donne aussi à la banque alimentaire locale. » Au final, la construction et la mise en œuvre de ce projet qui devient « une source de bouffe saine », « c'est solide et radical ».

Solidarité

Pour plusieurs militantEs, aussi, le jardinage autonome devient un moyen de, concrètement, solidariser leur lutte et ce, à plusieurs niveaux. D'abord, alors que certaines communautés du Sud se font exploiter et exproprier de leurs terres pour rendre possible la monoculture afin de nourrir les pays du Nord, le fait de produire sa nourriture ici permet de couper les liens de dépendance qui s'instaurent entre les deux hémisphères. En effet, disent quelques-unEs, « lorsque nous serons souverains, ils pourront l'être. » Créer ici sa propre nourriture aurait donc un impact important sur beaucoup de gens de la planète.

Cette solidarisation est aussi mise en branle à plus petite échelle, localement. D'abord, les récoltes servent souvent à préparer des plats pour des centaines de manifestantEs lors de rassemblements militants divers ; on peut alors aussi clairement parler d'actes de solidarité. À d'autres moments, lorsqu'on livre gratuitement des fruits et des légumes à des communautés qui sont en lutte perpétuelle (autochtones, communautés « culturelles », sans-statuts, personnes avec moins d'argent, etc. ...), on leur apporte un soutien inégalé. Les points de chute sont variés : Centre d'amitié autochtone de Montréal, centres communautaires de Montréal et des régions où sont implantés les projets (Kanehsatake, Huntingdon, Valleyfield, etc.), activités communautaires et événements publics organisés par des organismes ou des collectifs comme Solidarité sans frontières (Marche : Un statut pour tous!), l'Action mondiale des peuples (activités de mobilisation contre le Partenariat pour la sécurité et la prospérité), le Campement autogéré, le Comité de soutien pour Kader, activités organisées en soutien aux mouvements de résistance à Oaxaca, au Mexique, etc.

En guise d'exemple d'enjeu plus précis, la solidarité avec les luttes autochtones et l'agriculture antiautoritaire s'imbriquent merveilleusement l'une dans l'autre. En effet, comme nous l'avons déjà mentionné, un des buts premiers du jardin de Kanehsatake est de tisser des liens de solidarité avec une partie de la communauté autochtone locale. Cependant, cette communauté, ayant vécu une rupture autour du départ de James Gabriel il y a quelques années, est aujourd'hui très divisée.

Pour les participantEs au jardin :

« La ligne de partage se situe davantage au niveau de l'opposition au colonialisme, mais elle n'est pas aussi tranchée. Nous pouvons facilement envisager travailler avec des gens qui ne se seraient pas nécessairement opposés à certaines initiatives de James Gabriel, mais qui ont en général des positions anticoloniales. »

D'ailleurs, on raconte que durant cette crise, des policiers déguisés en civil sont venus dans la communauté afin d'y vendre des armes. Personne n'a marché dans le jeu de ces agents provocateurs, mais une certaine méfiance s'est installée à l'égard des blancs qui viennent dans la communauté. En ce sens, il pourrait être étonnant de constater que désormais, au jardin de Kanehsatake, chaque dimanche, plusieurs membres de la communauté viennent faire un tour, passent un moment avec les jardiniers et jardinières, plaisantent, donnent un coup de main, puis repartent avec un sac de victuailles. Le surplus de production

est déposé aux domiciles d'amiEs et alliésEs, à la Maison des aînés et au Centre de désintoxication de Kanehsatake, ainsi qu'au Centre d'amitié autochtone de Montréal.

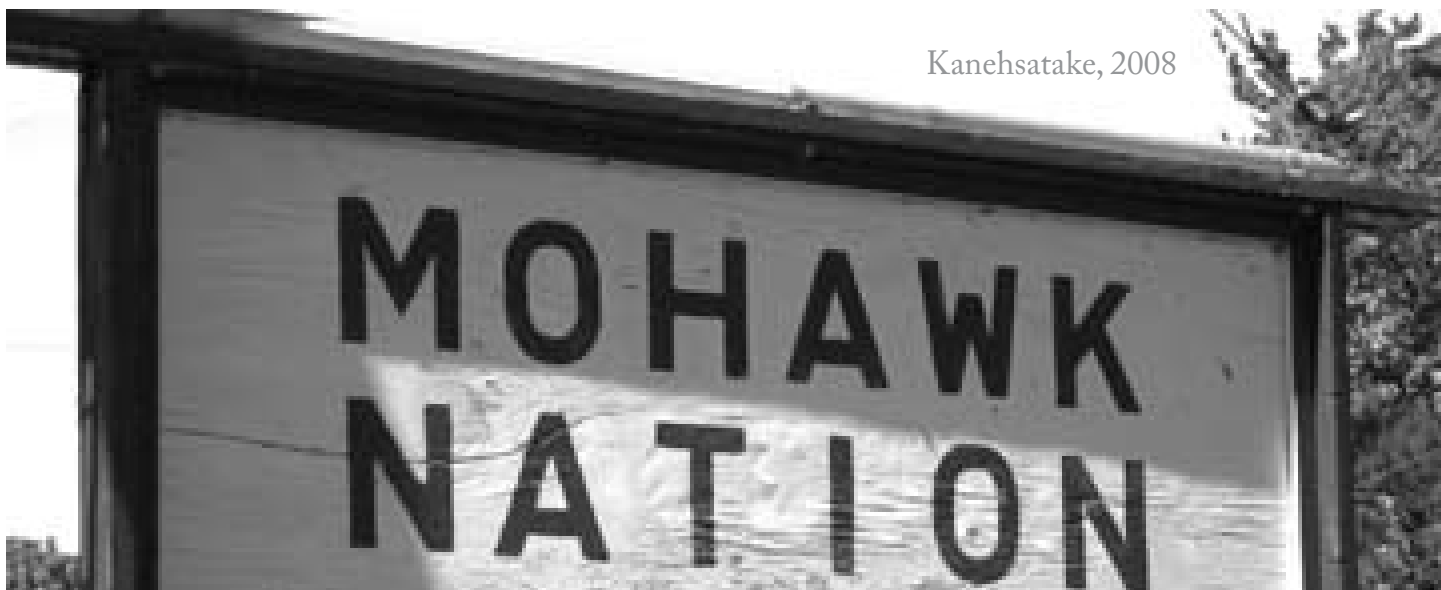
Dans ce cadre, le jardinage se veut un moyen pacifique et ludique pour tisser des liens et pour renouer avec la terre qui, pour plusieurs encore, n'appartient à personne. Paradoxalement, la terre sur laquelle se trouvent les jardins à Kanehsatake est revendiquée par la Couronne via le gouvernement canadien. L'occupation de ce terrain est donc en soit une forme d'opposition au colonialisme, car cette action conteste directement l'occupation des terres autochtones par le gouvernement canadien.

À ce sujet, dans leur pamphlet, les jardins de la Résistance affirment ceci :

« Nous accordons une importance particulière à la reconnaissance de la violence et du racisme qui servent encore le vol des terres autochtones partout dans le monde, y compris celle que nous cultivons. »

Cette solidarité envers les autochtones peut être considérée davantage comme une déclaration de principes qu'un objectif premier des jardins, car aucun lien n'a été établi avec des communautés autochtones, sauf via des participantEs des jardins à Kanehsatake. Ce principe de solidarité anticoloniale est une réelle particularité des deux jardins, car à notre connaissance, il est porté par peu de collectifs agricoles au Québec. À titre d'exemple, l'Union Paysanne, coalition qui tente de regrouper les paysans et les artisans d'une agriculture diversifiée et axée sur la communauté, a refusé d'appuyer une manifestation à Montréal organisée par les Jardins de la Résistance justement à cause de ce principe. En effet, la majorité des agriculteurs-trices perçoivent comme une menace le fait de dire que les terres qu'ils et elles cultivent ont été volées aux autochtones.

Kanehsatake, 2008



Réinventer les rapports humains

De façon plus globale, outre la solidarité, les jardins libertaires sont des lieux où il devient possible de réinventer les rapports humains au quotidien : il s'y crée des milieux de vie de tous les possibles et, par extension, des liens solides entre les gens en découlent. Il s'instaure une confiance entre militantEs qui les pousse à nommer leurs malaises découlant, pour exemples, d'une concentration du pouvoir dans les mains de quelques personnes ou de l'usage involontaire d'un langage de domination. Cette transparence et cette intimité leur permettent d'« expérimenter d'autres formes de vie en commun et de relations sociales, d'autres modes d'engagement et d'organisation »^{viii}, expérimentations qui permettent peu à peu, dans l'ici et le maintenant, de définir à quels changements plus globaux on souhaite parvenir. Cela – vivre au présent la révolution que l'on souhaite – est l'essence de ce que plusieurs désignent comme étant la préfiguration. En exemple, citons les jardins de Kanehsatake où les repas sont collectifs, chacunE apportant un plat à partager. On peut très bien voir en quoi le partage aurait avantage à être plus généralisé dans la société.

En même temps, le fait de débarquer dans un milieu rural généralement plus conservateur, et donc de « sortir du ghetto militant », permet de tester son discours,

Jardin de Kanehsatake, 2008



de voir jusqu'où, avec des gens qui ne sont pas anti-autoritaires, il est possible d'aller. En effet, aux dires de certainEs militantEs, on oublie trop souvent qu'il existe aussi une solidarité entre les agriculteurs et agricultrices, et ce peu importe leur philosophie politique, puisqu'ils et elles partagent un quotidien et des préoccupations similaires. En cela, l'ouverture à une analyse anticapitaliste n'est pas toujours évidente à trouver ; la première étape est de faire bénéficier les gens de la région de ses actions avant d'y aller avec des actions directes plus musclées. Comme l'illustre un militant, aller détruire le champ de maïs transgénique du fermier qui est endetté jusqu'au cou ne punit que le fermier, et non la multinationale qui lui aurait acheté ou vendu ses céréales. D'une certaine façon, nous considérons que ces débats et discussions pour un véritable changement social entre fermierEs et militantEs constituent aussi une forme de renouvellement des rapports humains. En effet, « sortir du ghetto militant » pour instaurer un dialogue avec des fermiers également préoccupés par les enjeux agricoles contemporains permet à des milieux de prime abord différents de se rassembler pour trouver des solutions communes et entamer des dialogues pas toujours faciles, mais nécessaires.

Partager des connaissances et apprentissages

Du nombre des éléments qu'on tente de réinventer au quotidien dans les jardins autonomes, on compte la décentralisation du pouvoir qui passe, entre autres, par l'échange de connaissances pratiques et techniques. Un des buts communs aux deux projets est la volonté d'approfondir et de partager entre touTEs les participantEs différents savoirs liés à l'agriculture biologique, aux plantes médicinales et à leurs usages, au compagnonnage^{ix}, aux plantes vénéneuses, aux croyances autochtones ou à l'échange de nouvelles recettes. « Dans la pratique, ce projet veut donner une place au développement de la créativité, des habiletés, du savoir et des techniques pour une agriculture respectueuse de la terre et de l'environnement. »^x Autrement dit, il pourrait s'agir d'une « manière concrète pour les individus et les milieux de développer leurs compétences, la capacité d'analyse et la confiance qui font partie d'un processus d'empowerment »^{xi}. À Kanehsatake plus particulièrement, il y a un désir de partager ces connaissances, mais aussi de voir ce que la communauté peut enseigner aux jardiniers et jardinières. Il y a donc échanges mutuels avec celle-ci, et cela permet entre autres une meilleure compréhension des valeurs, croyances et enjeux liés à la communauté tout en permettant d'entretenir entre elle et les militantEs de bonnes relations. Par exemple, en discutant avec des membres de la communauté, on en a appris davantage sur le rôle sacré du tabac chez les Mohawks.

Bortsch bio aux betteraves et au chou

2 lb de betteraves moyennes fraîches
1 gros oignon haché
1 grosse carotte coupée en dés
1 tasse de chou rouge ou vert haché
1 gousse d'ail écrasée
2 c. à table de beurre
1/2 tasse de bouillon de légumes
1 tasse de jus d'orange
1/2 à 3/4 tasse de yogourt nature ou de crème sure
Sel et poivre au goût
Aneth frais

- Cuire les betteraves 5 à 10 minutes et retirer du feu.
- Laisser refroidir et retirer la pelure.
- Couper les betteraves en dés.
- Sauter les autres légumes dans le beurre dans une grande marmite.
- Ajouter les betteraves, le bouillon et le jus.
- Laisser mijoter 15 à 20 minutes ou jusqu'à ce que les légumes soient tendres.
- Saler et poivrer.
- Au moment de servir, ajouter un filet de crème sure ou de yogourt et un peu d'aneth frais.

Source : Bulletin d'information
Coop les Jardins de la Résistance
18 août 2009

Pour certainEs des membres de chacun des jardins, la participation au projet est liée au désir d'acquérir une réelle expérience en agriculture doublée à des connaissances techniques. Si certainEs ont suivi des cours d'horticulture, d'autres, comme on le constate ici, sont carrément autodidactes : « En le faisant, tu poses des questions et tu apprends à faire ça ».

Finalement, comme la majeure partie des sympathisantEs aux projets viennent de Montréal, les jardins représentent des lieux où elles et ils sont appeléEs, en plus d'en apprendre sur les rudiments de l'agriculture, à s'initier à la vie en campagne et à ses exigences.

Cultiver dans le respect de l'environnement

L'écologie est sans aucun doute une préoccupation qui rejoint les deux collectifs. Certaines initiatives ont vu le jour en ce sens. Par exemple, en 2007, des vélos collectivisés étaient laissés tout au long de la saison à deux points de chute, à Godmanchester et à Huntingdon, pour permettre aux jardiniers-jardinières ayant emprunté l'autobus en provenance de la ville de compléter le trajet jusqu'au jardin. Un autre exemple est la volonté de n'utiliser aucun insecticide industriel, ce qui est un des points similaires aux deux jardins. Différentes techniques alternatives sont utilisées afin de palier aux insectes nuisibles : ramassage des pucerons à la main, confection maison d'insecticides biodégradables et compagnonnage. En ce qui concerne les mauvaises herbes, elles sont le plus souvent ramassées à la main, aucun pesticide n'étant utilisé.

Par ailleurs, les deux jardins n'ont recours qu'à un minimum de machinerie (comme l'utilisation d'un rotoculteur) pour produire leurs fruits, légumes, légumineuses et herbes médicinales biologiques. En effet, dans les deux cas, on n'a eu recours à des tracteurs que pour préparer la terre en début de saison et ce sont les propriétaires des engins qui acceptent de venir prêter main forte aux militantEs. À Huntingdon, il s'agit des propriétaires de la terre, alors qu'à Kanehsatake, c'est plutôt une voisine sympathisante. En somme, tout est mis en œuvre pour créer le moins de pollution possible.

Image extraite de la brochure
de Le Frigo Vert, 2008





Jardins de la Résistance, 2009

Le plaisir d'être en campagne

Pour les gens de Montréal, les jardins sont un lieu tranquille, hors du cadre citadin. Aller jardiner permet de prendre une pause du stress de la ville et de profiter de la nature. D'ailleurs, « le jardin est généralement reconnu comme un lieu paisible et réparateur et le jardinage comme une expérience positive et enrichissante »^{xii}, voire « un lieu de ressourcement spirituel et physique »^{xiii}.

L'implication telle qu'elle est décrite constitue aussi une contribution importante à la base militante de Montréal, puisqu'elle permet d'établir un lien important entre la ville et la campagne. Trop souvent, déplorent certainEs, le fait de vivre en ville, où tout est à proximité et accessible, rend difficile la mobilisation sur des enjeux comme la souveraineté alimentaire. Aussi, les jardins restent des lieux privilégiés de rassemblement du réseau anticapitaliste montréalais. À Huntingdon par exemple, la fête des récoltes des Jardins de la Résistance, qui se déroule à la fin de l'été, est un moment festif privilégié qui rassemble un nombre impressionnant de militantEs. En 2008, le collectif a aussi organisé trois fêtes de travail afin de permettre aux gens de participer en venant donner un coup de main.

Si pour certainEs le simple fait d'être et de travailler dehors, de jardiner, est en soi une motivation, pour d'autres, cette même activité permet en plus de prendre du recul face au rapport d'exploitation qu'entretient l'humain avec la terre. Pour que les récoltes soient bonnes, il est nécessaire de faire très attention à la production qu'on exige de la terre et cette évaluation demande une sorte de communion avec elle, communion que cherchent certaines personnes interrogées. En ce sens, plusieurs philosophies de rapport à la terre ont été développées au fil des millénaires, dont le natural farming, et certainEs cherchent à les expérimenter.

Principes et base affinitaire :

À ni l'un ni l'autre des jardins des principes libertaires sont formulés de façon formelle ou explicite. Il reste que, de par leur nature, les projets sont anti-autoritaires dans leur fonctionnement comme dans les idées largement partagées par une grande proportion des personnes qui s'y impliquent activement. De plus, le bassin de gens qui sont susceptibles de se montrer intéressés par de tels projets est surtout le réseau anticapitaliste québécois (majoritairement montréalais), ce qui donne tout de même une bonne idée de la philosophie politique qui y est présente.

Aux Jardins de la Résistance, certaines discussions ont eu lieu en ce qui concerne l'utilisation de certains mots tels anarchiste, anticapitaliste ou libertaire pour définir le projet en tant que tel. En fait, ces débats ne touchaient pas tant les valeurs qui sont associées à ces termes qu'ils traduisaient une certaine inquiétude « au niveau de la propagande », car ces termes peuvent être perçus de manière négative, voire péjorative, par des gens qui connaissent peu ou pas leurs significations profondes. D'ailleurs, aux dires des participantEs des Jardins de la Résistance, certainEs de ceux et celles qui n'étaient pas d'accord avec l'utilisation de ces termes ont quitté les jardins avant même la tenue de ces débats ; ainsi, les membres du noyau s'identifient presque touTEs comme libertaires, même s'il s'est d'abord constitué sur une base d'amitié et non sur une base idéologique. Par contre, les gens qui ne sont pas dans le noyau n'ont pas besoin de s'identifier à ces principes, puisque n'importe qui est bienvenu pour donner un coup de main, et ce, sans égard à sa philosophie politique. Cependant, par nature, le projet se veut autonomiste, ce qui reflète une certaine coloration politique. Les gens qui s'y rendent pour aider se sentent donc pour la plupart interpellés par le projet sans nécessairement partager les idées politiques des membres du noyau.

À Kanehsatake, la base affinitaire est encore plus informelle, se trouvant dans l'action et non dans la théorie. Tout est axé sur le travail à faire et sur la manière de le faire en respect avec la communauté, les principes se vérifiant et se concrétisant par cette voie. À titre d'exemple, lorsqu'on les interroge sur leur rapport à l'État, un membre nous dit qu'« en travaillant avec les autochtones, c'est sûr qu'on a plus une position d'adversaire ou d'ennemi par rapport à l'État ». De plus, la majorité des gens du noyau s'impliquent aussi dans d'autres collectifs libertaires et/ou anticolonialistes (voir à ce sujet la section Réseaux d'affinités convergents).

Dans le cas des deux jardins, par contre, le rapport à l'agriculture comme activité militante est clair même si, pour certainEs, l'équilibre n'est pas facile à trouver. En effet, il existe des tensions entre l'absolu esprit militant, qui implique que chacunE soit bénévole, et le temps énorme qu'il faut consacrer à l'entretien de la terre, rendant l'implication extrêmement prenante. À ce titre, certainEs militantEs des Jardins de la Résistance évaluent la possibilité de « vivre » de la terre, tout en n'abandonnant pas l'analyse politique qui les y aurait menéEs. Il reste qu'une fois dans le feu de l'action, malgré l'analyse anticapitaliste, l'équilibre entre ces idéaux et le travail de terrain peut être difficile à conserver. D'ailleurs, des débats internes existent à ce sujet. D'un côté, pour certainEs, l'agriculture biologique comme moyen de subsistance répond aux normes capitalistes et constitue encore un produit de luxe. D'un autre côté, d'autres ont la conviction que le mode de vie des agriculteurs et agricultrices biologiques représente tout de même une forme d'activisme. En effet, des liens tissés entre des militantEs et des propriétaires de fermes biologiques environnantes font dire à ceux et celles qui défendent ce point de vue que le fait de s'endetter et d'hypothéquer sa vie dans un projet très peu rentable au nom de l'opposition à la monoculture est une forme de résistance. Bien que les agriculteurs et agricultrices de biologique dont il est ici question n'emploient pas nécessairement les termes qu'utilisent les anarchistes, le sens qu'elles et ils donnent à leur existence se rapproche de l'idéal libertaire. Une des difficultés rencontrées aux Jardins de la Résistance fut, en ce sens, de trouver consensus en ce qui concerne la vente des paniers biologiques en ralliant les valeurs de chacunE. À ce sujet, plusieurs lettres expliquant la démarche des Jardins ont été glissées dans les paniers distribués dans la communauté.



English below

Bulletin d'information Coop les Jardins de la Résistance 3 août 2009

Dans ce bulletin du 3 août :

Légumes des paniers

Fête à la ferme

Recettes

9 Août : Marche de commémoration de la mort de Fredy Villanueva

Légumes des paniers et recettes :

Bonjour à vous,

Nous sommes déjà rendu à la 6e semaine de distribution des paniers. Comme nouveaux légumes dans vos paniers pour les prochaines semaines vous pouvez vous attendre à recevoir entre autre des tomates, des carottes, du fenouil, des haricots, de la coriandre, de la ciboulette, de l'ail frais, du chou et d'autres surprises. Je vous rappelle que je suis au Frigo Vert dès 17h00 et jusqu'à 18h30.

Fête à la ferme:

Nous remercions ceux et celles qui sont venu à la ferme pour la fête. Pour les gens qui n'ont pas pu venir, ne vous inquiétez pas, nous organiserons une autre fête qui devrait avoir lieu la deuxième fin de semaine de septembre 11-12 septembre. J'enverrai plus d'information dans les prochains bulletins d'information.

9 Août : Marche de commémoration de la mort de Fredy Villanueva

Dans le cadre du Hoodstock, la famille Villanueva et la CRAP vous invitent à participer à une marche de commémoration de la mort de Fredy Villanueva, qui se tiendra le dimanche 9 août à compter de 17 heures au parc Aimé-Léonard. Ensemble, nous tenons à rappeler la mémoire de Fredy et à réclamer justice pour toutes les victimes d'abus et de répressions policières.

Merci d'avoir pris le temps de lire ce message. À bientôt!

Coop les Jardins de la Résistance

Extrait du newsletter des Jardins de la Résistance, août 2009.

..... par un seul brin de paille »

Moyens de financement

On remarque que les deux collectifs souhaitent fonctionner sans l'apport des institutions officielles, pour être le plus autonome possible, et cela vaut aussi pour le financement. Étant données l'incroyable mobilisation de ressources nécessaires à un projet d'agriculture (transport, semences, outils, etc.) et la nature bénévole de l'ensemble des implications, les deux collectifs ont trouvé différents moyens de subvenir à leurs besoins. Au début du projet, le jardin de Kanehsatake a reçu environ 200\$ d'un autre collectif dans lequel plusieurs participantEs du jardin s'étaient déjà impliqués, le Indigenous Peoples Solidarity Movement (IPSM)^{xiv}. Étant un groupe de travail du Groupe de recherche d'intérêt public de Concordia (QPIRG-Concordia)^{xv} durant deux ans, il a aussi reçu un montant de ce groupe qui devait leur servir de budget de fonctionnement. Il a aussi obtenu une subvention de Ressources Humaines et Développement des Compétences du Canada (HRDC), subvention avec laquelle le collectif était supposé embaucher une personne de la communauté, mais, comme l'affirment les membres:

« nous n'avons jamais trouvé personne qui correspondait aux critères du gouvernement pour remplir le poste. Cela, de toute façon, a été la seule demande de subvention qu'on a faite parce que les militantEs du collectif ont un souci bien clair : nous ne voulons pas devenir une machine à manger des subventions. »

À part ces demandes de financement, la participation financière se fait surtout via des contributions individuelles des participantEs au projet, comme par exemple le fait de se cotiser pour payer l'essence afin de se rendre au jardin en voiture. Un party bénéfice a déjà été organisé afin d'amasser des fonds, mais en général, le collectif a plus de dépenses que de revenus. Il faut aussi dire que des gens de la communauté ont beaucoup aidé, entre autres en prêtant des instruments comme un tracteur par exemple.

En ce qui a trait aux Jardins de la Résistance, ils ont hérité des outils et des semences de l'Action Solidarité Paysanne. De plus, en 2007, un accord avec les propriétaires a été réalisé : au moins une personne du collectif doit être sur place en permanence afin de surveiller la ferme en échange de quoi, il peut utiliser la terre gratuitement. En 2008, un autre accord est aussi passé avec les propriétaires de la nouvelle terre : les membres des jardins leur offrent quelques journées de travail en échange de quoi ils peuvent cultiver la terre sans payer de loyer. Ces ententes, en plus d'éviter les rapports marchands, se basent sur une belle relation de confiance et d'engagement réciproque.

La vente des paniers en 2007 a aussi permis un meilleur investissement de départ pour 2008. Par exemple, le collectif a pu se doter d'un meilleur système d'irrigation, de tuteurs en métal et de toiles flottantes permettant de garder la chaleur et de protéger les plantes des insectes. En 2007, ce sont dix-sept paniers par semaine qui étaient livrés, à deux endroits, en alternance hebdomadaire : un appartement de sympathisantEs dans la Petite-Patrie et le Frigo Vert, épicerie anticapitaliste sur le campus de l'Université Concordia. En 2008, ce nombre est passé à trente et un paniers, distribués uniquement au Frigo Vert. Notons aussi qu'en 2008, les surplus de légumes, en plus d'être partagés, sont aussi vendus au marché à Valleyfield.



Jardins de la Résistance, 2009

Activités

Le jardinage

Naturellement, l'activité principale des deux projets est le jardinage, ce qui inclut la préparation de la terre, les semences, le désherbage, l'arrosage, le soin des plantes malades ou infestées et les récoltes. Certaines périodes sont plus intenses et nécessitent un travail plus soutenu, comme le temps des semences par exemple. Comme à Huntingdon, en 2007, au moins une personne se devait d'être là en permanence, ces travaux étaient faits de manière plus constante. À Sainte-Barbe, en 2008, il n'y a pas cette obligation, ce qui permet une meilleure rotation des tâches. Néanmoins, comme les paniers sont encore livrés chaque semaine, et que cela demande un travail de préparation considérable, on retrouve presque toujours quelqu'unE sur place. De plus, à Huntingdon en 2007, on retrouvait aussi une serre, un séchoir, de même qu'un petit poulailler dont on devait s'occuper. En 2008, il n'y a plus de poulailler, mais on s'occupe d'une ruche afin de produire du miel.



À Kanehsatake, des gens se rendent aux jardins une à deux fois par semaine, selon les besoins et les disponibilités de chacunE. De plus, précisons qu'au jardin de Kanehsatake, aucun accès direct à l'eau n'est disponible. Pour pallier à ce problème majeur, un système de récupération de l'eau de pluie a été mis en place. La construction de ce système a nécessité de nombreuses heures de travail et un certain investissement de départ.

En 2008, les deux jardins démarrent leurs semis dans une serre à l'Université Concordia (département de géographie) et les Jardins de la Résistance n'ont plus de serre. Les composantes du jardin sont mieux planifiées, ce qui permet deux récoltes par année. La section des plantes médicinales des Jardins de la Résistance devient un projet plus autonome dont s'occupe plus particulièrement une personne. Cependant, cela n'empêche pas le fait que l'on retrouve ces plantes dans les paniers.

Jardins de la Résistance, 2008





Système d'irrigation construit par les participant-e-s du jardin de Kanehsatake, 2008

Autres activités

En réponse au rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire (CAAAQ)^{xvi}, les Jardins de la Résistance organisent une manifestation sous le thème « Agriculture juste, écologique et solidaire! », le 28 mars 2008 à Montréal, manifestation à laquelle participe plus d'une centaine de personnes. Les revendications de cette manifestation étaient :

- 1) Pour l'abolition du monopole syndical de l'UPA (Union des producteurs agricoles);
- 2) Pour la mise en place d'un financement public favorisant les petites fermes écologiques;
- 3) Pour le respect des droits des travailleurs étrangers, y compris leur droit à la citoyenneté;
- 4) Pour l'interdiction de l'usage des OGM, des pesticides de synthèse et des hormones de croissances.

Fonctionnement interne

Les processus décisionnels des deux jardins se ressemblent beaucoup et s'inspirent des principes libertaires: horizontalité, consensus et autonomie. D'abord, ils sont tous deux constitués de « noyaux », et c'est à ces derniers qu'incombe la prise de décisions. Les noyaux sont constitués des militantEs qui ont décidé, en début d'été, de s'impliquer à fond dans les projets de jardins. C'est à elles et eux qu'incombe la coordination des lieux, comme en ce qui concerne les décisions techniques d'aménagement, entre autres. Sans être nécessairement réunis sur la base de principes affinitaires clairement identifiés, les membres des noyaux ont une philosophie politique similaire et ils fonctionnent de manière horizontale, autogérée et amicale.

Image tirée de
source inconnue



Par noyau, nous entendons donc l'ensemble des personnes qui s'impliquent de manière soutenue au sein d'un collectif et qui participent de manière active à la vie interne du groupe ; par opposition aux sympathisantEs qui participent de manière indirecte ou intermittente ou encore qui apportent leur soutien lors d'actions ou d'autres activités.

En 2007, le noyau des Jardins de la Résistance est assez ouvert, comptant environ neuf ou dix personnes. La réponse à la question de « qui fait partie du noyau ? » demeure assez subjective et dépend de l'interprétation personnelle de chacunE. À ce nombre, il est difficile d'avoir du temps pour que tout le monde puisse se rencontrer. Dans les faits, on remarque que ce sont davantage quatre ou cinq personnes qui sont plus souvent présentes et qui connaissent davantage les informations permettant de faire un suivi sur les tâches, qui prennent plus souvent les décisions. C'est suite à cette expérience que certains changements ont été instaurés pour l'année 2008. En effet, pour faire partie du noyau, une implication de trois ou quatre jours par semaine est demandée. Le noyau se constitue d'environ quatre ou cinq personnes qui ne sont pas tout à fait les mêmes qu'en 2007. Cette nouvelle manière de faire permet une base affinitaire plus partagée et permet d'aller plus loin dans une volonté d'autogestion à plus

long terme. Le nombre réduit du noyau facilite aussi les rencontres, les perspectives communes ainsi que la prise de décision.

Alors qu'aux Jardins de la Résistance, le noyau dur a changé au fil des années, à Kanehsatake, plusieurs fondateurs et fondatrices sont encore parmi les plus impliqués. Dans les deux cas, par contre, chaque début de saison amène son lot de nouveaux visages qui compléteront le noyau, et ce noyau restera sensiblement le même toute la saison durant. De plus, dans le cas des deux jardins, plusieurs décisions sont prises directement sur le terrain, dans l'action, avec une recherche de consensus, via un processus plus ou moins élaboré, plutôt spontané. Par contre, dans les deux collectifs, les militantEs se réunissent à l'extérieur du jardin pour prendre des décisions importantes, surtout à la fin de l'hiver et au début du printemps afin d'élaborer leurs planifications (Qu'allons-nous planter ? De quels semis aurons-nous besoin et où les trouver ? Avons-nous un lieu pour faire des semis avant de les transplanter au jardin ? Quels sont nos autres besoins logistiques ?, etc...). Au jardin de Kanehsatake, on indique que ces réunions ont généralement lieu à chaque semaine, même si ces rencontres sont sujettes à changement en fonction des disponibilités des militantEs qui y participent.

Aux Jardins de la Résistance, ces réunions ont lieu à chaque deux semaines, une fois à Montréal ; l'autre, sur la ferme. Cette rotation des lieux est à peu près le seul élément à être implanté formellement en ce qui concerne les réunions. Le reste (un ordre du jour déterminé d'avance, la prise de notes, l'animation, etc. ...) varie en fonction de l'humeur et des besoins. Ces réunions représentent des moments de recul et d'échange d'informations ; on y rapporte entre autres les tâches qui ont été faites par les différents comités de travail (propagande, jardins, paniers, construction). En ce qui concerne ces comités, ils ont été instaurés au départ pour structurer les tâches et clarifier les orientations, mais à mesure qu'avance l'été et que les tâches à accomplir se systématisent, ils ne sont plus vraiment nécessaires. De plus, une grosse réunion par année est appelée pour prendre des décisions plus techniques, par exemple, pour décider de la disposition générale des jardins.

Partage de pouvoir

Chacun des groupes reconnaît l'existence de rapports de pouvoir en son sein et souhaite les réduire au maximum, même si ni l'un ni l'autre n'a établi de mécanisme clair et formel à cette fin. Une large part de la prévention des déséquilibres de pouvoir est rendue possible par l'importante confiance qui s'est établie entre les militantEs du noyau et qui permet de nommer les situations où le pouvoir n'est pas bien réparti.



Jardins de la Résistance, 2009

Étant donnée la spécificité agricole de l'activité, il n'est par contre pas étonnant de constater qu'une source importante de pouvoir provient des connaissances horticoles. Ainsi, même si le bon fonctionnement des lieux repose sur la prise d'initiatives de chacunE, il apparaît que certainEs d'entre eux et elles ont, à cause de cet avantage, une meilleure vision d'ensemble des tâches à accomplir. Il en va de même de ceux et celles qui sont les plus

présentEs sur les lieux, surtout en ce qui concerne les Jardins de la Résistance, où certaines personnes peuvent y séjourner durant plusieurs jours de suite. Ce sont aussi souvent elles et eux qui prennent les décisions au quotidien.

Dans les deux cas, les discussions sur les rapports de pouvoir sont plutôt « officieuses ». Le fait que les groupes soient orientés sur la tâche influence certainement cet état des choses. À Kanehsatake, par exemple, il existe « certaines problématiques interpersonnelles, mais c'est le travail operentus qui prend le plus de place (le concret) ». Quoiqu'il en soit, s'il subsiste des non-dits, la bonne entente, fortement recherchée et chérie dans les deux collectifs, arrive tout de même à être maintenue grâce à quelques moyens informels appliqués d'individu à individu, comme l'humour.



Jardins de la Résistance, 2007

Rotation des tâches

Le bon fonctionnement des jardins repose évidemment sur l'implication de chacunE, même si, comme nous l'avons déjà mentionné, les gens les plus impliqués sont aussi les gens qui sont le plus à même de savoir ce qui doit être fait. En ce sens, un effort systématique est mis pour qu'une rotation des tâches ait lieu. La rotation des tâches est un mécanisme concret visant à ne pas développer de spécialisations trop marquées, à continuer d'apprendre et à ne pas s'abrutir par un travail trop répétitif. Les tâches sont réparties de façon volontaire, en fonction de ce qu'il y a à faire. Aux jardins, personne ne dit quoi faire à quiconque, quoiqu'il y ait un souci de montrer aux nouveaux et nouvelles le comment des choses afin d'éviter certaines erreurs.

En pratique, la rotation des tâches se voit, entre autres, par la rotation de la permanence sur les lieux : unE des membres du noyau s'assure d'être présentE toutes les semaines, en rotation. À Kanehsatake, situé à une certaine distance de Montréal, les militantEs se rendent à tour de rôle en cours de semaine afin d'assurer l'entretien des semences lorsque nécessaire. Ces visites sont combinées à la visite collective hebdomadaire de la fin de semaine. À Huntington, la présence était aussi un enjeu qui faisait office de tâche. Si hors de la saison agricole cette permanence était surtout assurée par une personne, durant l'été, touTEs les membres du noyau avaient une journée attribuée. À Sainte-Barbe, l'implication de trois ou quatre jours par semaine demandée pour faire partie du noyau permet une meilleure rotation des tâches, surtout en ce qui a trait à la préparation des paniers à chaque semaine.

L'organisation du transport est aussi un enjeu central en terme de rotation des tâches, car tous et toutes n'ont pas de permis de conduire ou accès à un véhicule. À Kanehsatake comme pour les Jardins de la Résistance, la coordination pour les transports n'a pas nécessairement été assurée par les détenteurs-trices de véhicules. En effet, dans les deux cas, il est toujours possible de se rendre au jardin par d'autres moyens de transport, que ce soit la bicyclette ou l'autobus. Dans un cas comme dans l'autre, quiconque souhaite se rendre aux jardins peut s'organiser à tout moment par ses propres moyens, ce qui ne fait pas reposer une responsabilité induite toujours sur les mêmes épaules.

Rapports de genre

Les deux collectifs s'entendent pour dire que les rapports « traditionnels » hommes-femmes sont parfois reproduits bien malgré eux à l'interne, même si les deux relativisent l'étendue et les répercussions de ces derniers. Selon un des militants des Jardins de Kanehsatake, le fait de travailler avec les Mohawks, dont « le pouvoir est plutôt matrilineaire », ainsi que le nombre plus élevé de femmes dans le projet (approximativement 60% de femmes et 40% d'hommes) contribuerait au bon fonctionnement du collectif à ce sujet.

Aux Jardins de la Résistance, on admet qu'on a assisté à une division du travail selon les « intérêts, aptitudes et capacités », qui s'est souvent avérée sexuée, mais sans qu'il y ait nécessairement un « contrôle genré » de la situation. Par exemple, les aspects de réparations mécaniques (tracteur, voiture, etc.) et de construction (échafaudage, électricité, etc.) ont plus souvent été pris en charge par des hommes. De plus, un autre enjeu à ce sujet est la propriété des voitures utilisées par les gens du noyau pour voyager entre les jardins et Montréal, car elles appartenaient pratiquement toutes à des hommes. Étant donné le relatif isolement des lieux, on peut comprendre en quoi le fait de posséder une automobile

fait reposer sur les épaules de son propriétaire un pouvoir évident et une part de responsabilités qui ne peuvent être repris par d'autres.

En contrepartie, il y a un souci réel que tous et toutes touchent à toutes les tâches et que hommes et femmes puissent travailler ensemble, sans que la division sexuelle du travail ne soit trop ancrée. En général, les tâches sont réparties selon les intérêts au fur à mesure ; ainsi, si par exemple une femme veut accomplir une tâche plus physique, rien ne l'en empêche. Bien que le collectif compte un peu plus de femmes que d'hommes dans ses participantEs, les deux personnes qui ont été permanentes durant l'hiver 2007 sur la ferme d'Huntington sont des hommes et beaucoup des responsabilités et des informations ont convergé vers eux. Cependant, ce n'est pas tant leur genre qui aurait entraîné une telle situation, mais plutôt leur statut. À preuve : les militantEs interrogéEs croient que, homme ou femme, c'est le fait de rester sur la ferme sur une période de temps prolongée qui permet de savoir ce qui s'y passe et ce qui reste à faire, cela donnant davantage de responsabilités, surtout au niveau du suivi. Néanmoins, le pouvoir allant de paire avec la connaissance, les femmes ont la possibilité de « surpasser leurs peurs » et de prendre des initiatives dans un processus d'appropriation du savoir et du pouvoir, puisque, aux dires d'une militante :

« la gestion du pouvoir, c'est aussi un partage du pouvoir ».

Rapports Blancs/Non-Blancs

À Kanehsatake, il y a un effort constant pour créer des liens avec la communauté Mohawk, alors qu'aux Jardins de la Résistance, on souhaiterait approfondir les liens avec les communautés « racisées », les sans-statuts, les réfugiéEs, les immigrantEs. Dans les deux cas, les intentions ne se révèlent pas, dans les faits, être une mince affaire. À Kanehsatake, il a fallu beaucoup de temps pour que la méfiance, même si elle existe encore à plusieurs égards, fasse place à la camaraderie avec certainEs membres de la communauté. Aujourd'hui, les rapports qui existent avec la communauté Mohawk en général en sont de bon voisinage. En ce qui concerne les Jardins de la Résistance, bien que des liens existent avec certains collectifs montréalais, comme Solidarité sans frontière et No One is Illegal qui militent entre autres pour la régularisation des sans-statuts, et bien que de la nourriture ait été donné à des organismes venant en aide à ces communautés, des liens plus directs sont encore à être tissés. De façon plus large, les militantEs des Jardins de la Résistance admettent que le milieu libertaire écologique ne semble pas attirer les gens « racisés ». À preuve : là-bas, la plupart des gens impliqués sont blancs, ont tous et toutes, à cinq ans près, le même âge (dans la fin vingtaine), sont

issus de la classe moyenne et n'ont pas d'enfant. Dans le même ordre d'idées, ils et elles constatent qu'il y a des barrières entre les gens des villages où ils et elles se sont déjà impliquéEs, de milieux blancs francophones, et les gens « racisés ».

Spécificité des langues

Dans les deux cas, il y a un mélange d'anglais et de français qui est fonctionnel. Lorsqu'il en a été question avec les militantEs des Jardins de la Résistance, les gens ont semblé emballés par la spécificité bilingue de leur projet. En effet, il y a un effort pour que chacunE se sente à l'aise dans la langue de son choix, et on n'hésite pas à inventer des mots s'il le faut. Le plus grand choc, selon certainEs, est la différence des référents culturels. On remarque aussi que touTEs les francophones du noyau des Jardins de la Résistance sont déjà alléEs en Amérique latine, et qu'elles et ils se sentent très connectéEs à cette région du monde. Elles et ils parlent d'ailleurs touTEs espagnol.

Comme la communauté Mohawk de Kanehsatake est davantage anglophone, l'anglais est pratiquement une nécessité si on veut communiquer avec les gens qui y vivent. De plus, certainEs participantEs sont unilingues anglophones, bien que la plupart soit bilingues et que le français soit largement utilisé. On remarque aussi que l'espagnol est une langue maîtrisée par plusieurs personnes. Notons que la langue d'usage n'est pas un enjeu central pour les participantEs, et ce aux deux jardins.

Rapports externes

La spécificité du Jardin de Kanehsatake est de tenter de s'enraciner dans la communauté Mohawk de la réserve où se trouve le jardin. Tel que mentionné plus tôt, l'intégration n'est pas toujours facile, mais, malgré la méfiance persistante de plusieurs habitantEs, les militantEs ont réussi à établir de précieux contacts d'amitié et de solidarité.

Aux Jardins de la Résistance, les contacts avec l'extérieur s'articulent sur plusieurs niveaux. D'abord, la distribution des paniers permet de faire valoir leur analyse politique à l'extérieur du milieu militant, comme en témoignent par exemple les lettres accompagnant ces derniers dont il a déjà été question. Dans la communauté, certains efforts avaient déjà été faits, du temps où le projet était installé à Huntington, pour tenter de mobiliser les agriculteurs et agricultrices contre un projet de méga-porcherie, mais le milieu n'étant pas nécessairement très militant, les tentatives se sont avérées plutôt difficiles.

Réseaux d'affinités convergents

Plusieurs réseaux d'affinités convergent naturellement vers les projets de jardins solidaires. La nature collective et collectiviste de ces projets attirent des militantEs qui sont par ailleurs engagéEs dans d'autres projets de nature similaire ou qui adhèrent aux principes d'affinité des collectifs jardiniers. Si bien, à vrai dire, que la majorité des groupes qui forment les réseaux militants et activistes de Montréal ont un lien direct ou indirect avec l'un ou l'autre des jardins solidaires.

Les Jardins de la résistance 2007, par exemple, ont donné lieu à une rencontre exceptionnelle de plusieurs collectifs militants de la région montréalaise, alors que le projet Récoltes Solidaires se joignait pour de bon aux Jardins de Godmanchester. Au fil de la saison 2007, les jardins ont été cultivés collectivement par des militantEs du réseau du Campement autogéré, de Solidarité sans frontières (No One Is Illegal, Comité de soutien à Abdelkader Belaouni, etc.), des individus du réseau militant du sud-ouest de Montréal (la RueBrique, la Pointe Libertaire, etc.), des membres de Bloquez l'Empire!, du collectif queer Q-team, de la coalition montréalaise de l'Action mondiale des peuples (mobilisations contre le PSP à Montebello), de la fanfare militante Ensemble de l'Insurrection Chaotique, de plusieurs collectifs du Groupe de recherche en intérêt public de l'Université Concordia (QPIRG), du collectif du Frigo Vert, etc.



Historiquement, ce projet a aussi été associé au collectif de la Mauvais Herbe et au Regroupement autonome des jeunes (RAJ), dont certainEs membres participent encore aux activités des jardins.

À Kanehsatake, un lien historique existe toujours avec le réseau IPSM (Indigenous People's Solidarity Movement), mais les liens sont encore bien vivants avec plusieurs collectifs comme la bibliothèque anarchiste de Montréal (DIRA), la Otra Campaña Montréal et le collectif de solidarité Mexique-Montréal, Solidarité sans frontières, le Centre d'amitié autochtone de Montréal, la Fédération des anarchistes libertaires du Nord-Est (NEFAC), l'Action mondiale des peuples, etc.

Cette rencontre des cultures militantes contribue à solidifier les liens entre les diverses parties d'une nébuleuse anticapitaliste libertaire, et chaque nouveau lien tissé sert à renforcer un réseau d'entraide et de solidarité toujours plus étendu. La distribution et la redistribution des aliments, finalement, contribuent à l'autonomie alimentaire de toute une sous-culture libertaire à Montréal et aux alentours.

Jardins de la Résistance, 2008



Vers l'avenir : Projets découlant des Jardins de la Résistance

Une coopérative de travail à Ormstown

Les gens formant le noyau des Jardins de la Résistance souhaitaient, à l'été 2008, s'acheter une terre afin de ne plus dépendre d'un propriétaire et d'être plus autonomes. À l'hiver 2009, ce souhait se réalise et trois membres du noyau achètent ensemble une terre d'environ une acre à Ormstown, le but étant d'augmenter la production de légumes afin qu'ils puissent vivre du travail de la terre. Pour cette raison, l'idée de créer une coopérative de travail maraîchère est lancée et se réalisera peu après. Comme la coopérative de travail ne compte que trois membres, c'est à eux qu'incombent les décisions, bien que les autres participantEs qui viennent aider aient aussi leur mot à dire. Cette nouvelle structure permet de mettre le travail en commun dans le but de créer un véritable milieu de vie viable à plus long terme tout en facilitant grandement la prise de décisions. Pour la saison 2009, malgré sa transformation en coopérative de travail, les Jardins de la Résistance continuent à vendre des paniers, à donner une partie de leur production, à inviter les gens à participer et à aider. À chaque semaine, les surplus sont aussi vendus dans deux marchés saisonniers de Montréal. Il s'agit d'une histoire à suivre...

La Coopérative de travail Unitek

Un des membres fondateurs des Jardins de la Résistance a créé la Coopérative de travail Unitek, à Forestville. Cette coopérative fabrique de la farine de crabe, du calcium marin, du compost marin et des algues en granules à partir de déchets organiques provenant des usines de transformation des produits marins. Aujourd'hui encore, les Jardins de la Résistance utilisent cette farine de crabe comme engrais.

Le projet de terre « Les nomades de la Forêt Verte »

Plusieurs sympathisantEs et participantEs au projet des Jardins de la Résistance ont créé une OBNL du sympathique nom de « Les Nomades de la Forêt Verte ». Ce groupe formé d'environ six ou sept personnes cherche à s'acheter une terre en collectif afin de s'y établir collectivement ou, du moins, y faire de l'agriculture sur une base autonome. L'idée d'y faire de la pisciculture est aussi présente. Ce projet n'a pas encore abouti et il semble que certaines tensions soit présentes, car les membres n'ont pas toutes et tous les mêmes moyens financiers.

Jardins de la Résistance, 2007



Système de douche mis en place par les participant-e-s
des Jardins de la Résistance à Huntingdon, 2008



IV. Défis et contradictions

Les limites de l'idéal libertaire

Le jardinage comme moyen de militer dans une perspective anticapitaliste est tout de même traversé par des défis et des contradictions. Les premiers qui seront abordés sont en lien avec les limites de l'idéal libertaire, lorsqu'il oriente concrètement les actions d'un groupe de gens. Il est sans doute important de rappeler ici que, si les militantEs ne s'affichent pas nécessairement explicitement comme anarchistes, il reste que les noyaux des jardins s'identifient aux principes antiautoritaires et que les sympathisantEs proviennent en grande partie du même réseau militant. De plus, des caractéristiques de l'idéal libertaire sont expérimentées, et même implantées, au quotidien (autogestion, rupture avec le capitalisme, répartition des pouvoirs, etc...). En ce sens, un retour sur les possibilités et les limites de la pensée libertaire en contexte de jardinage s'impose.

L'un des plus gros obstacles à l'idéal libertaire est le problème de la propriété des terres. Si, en bout de ligne, certains ont décidé en 2009 d'acheter un terrain, le fait de « posséder » une terre peut entrer en collision directe avec les convictions d'un certain nombre de militantEs opposéEs à la propriété privée. Par ailleurs, peu de solutions de rechange s'offrent à quiconque souhaite effectuer un retour à la terre. Le système locatif, en plus d'offrir ces mêmes conflits de valeurs, implique un intermédiaire dont on suppose les visées lucratives et laisse les locataires à la merci des volontés du propriétaire : rien ne devient envisageable à long terme. Dans le cas des jardins qui nous ont intéressés, le jardinage prend place sur une terre prêtée (Godmanchester et Sainte-Barbe) ou dont la propriété est contestée (Kanehsatake). Ce genre de situations, plutôt rares, entraînent aussi leur lot d'inconvénients et le cas des Jardins de la Résistance en est un cas de figure : la terre vendue, les nouveaux propriétaires toléreraient beaucoup moins bien la présence des occupantEs et le projet a dû déménager.

Pour plusieurs, il reste la solution de l'occupation illégale de la terre. Les risques sont là aussi très élevés parce que mettre beaucoup d'énergie sur un projet pour en être renvoyé sans préavis est chose probable dans ce cas. De plus, on peut bien imaginer en quoi cette occupation illégale puisse faire peur à des gens, même militantEs, et scinder le regroupement. Comme le fait remarquer une membre du noyau des Jardins de la Résistance, l'occupation illégale comme action directe ne serait possible que dans un milieu très politisé, où les squatteurs et squatteuses seraient appuyéEs par la communauté. Il n'existe donc pas, pour l'instant du moins, de moyen parfaitement adapté à l'idéal libertaire pour ce qui est de l'usage de la terre.

Une autre limite est celle qui relève de l'autogestion, qui, comme le faisait remarquer un militant, « est un idéal vraiment élevé. Il faut que tu te coupes de beaucoup de choses. » D'abord, en ce qui concerne l'inévitabilité du marché, les groupes sont confrontés à certains questionnements : comment couvrir les dépenses engendrées par les projets autrement qu'en l'intégrant au marché pour être rentable? Au nombre de ces dépenses, il y a l'eau, qui n'est potable ni à l'un, ni à l'autre des jardins. Dans le cas des Jardins de la Résistance, en 2007, il fallait acheter l'eau, puisque des militantEs y restent en permanence, ce qui suppose un certain nombre de problèmes éthiques, surtout lorsqu'on est anticapitaliste et qu'on se bat en solidarité avec des luttes paysannes ailleurs... où l'accès à l'eau potable figure au centre des préoccupations. « L'idéal de l'autarcie est difficile à atteindre », concède-t-on. En 2008 cependant, l'eau du robinet est filtrée et il n'y a plus besoin d'acheter d'eau potable.

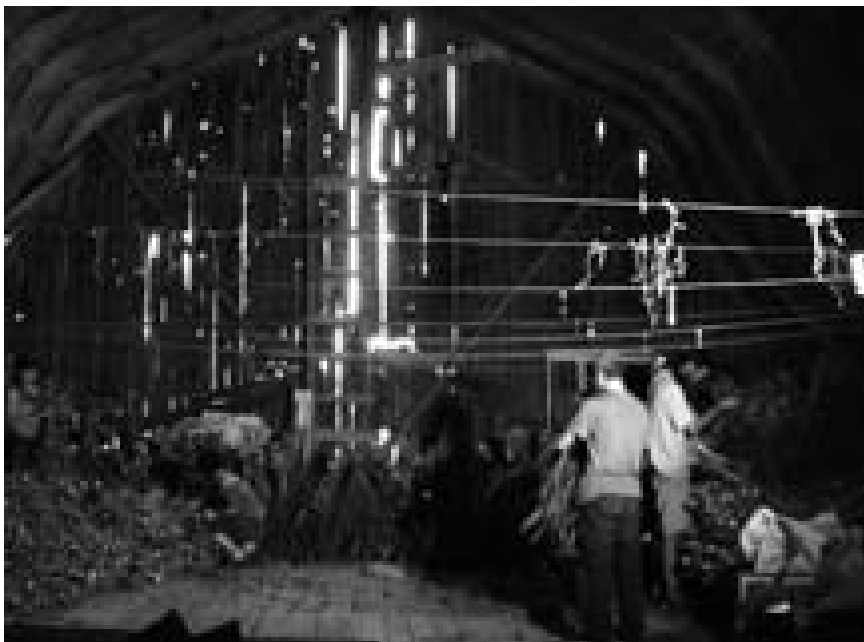
Finalement, la présence déjà évoquée de rapports de pouvoirs invisibles est aussi une limite de l'idéal libertaire. Ces rapports de pouvoir, surtout liés à la connaissance technique, demeurent tout de même un souci constant et on cherche, si non à les déconstruire, à les réduire.

L'activisme vs. vivre de la terre

Un des défis importants auquel il faut faire face lorsqu'on tente ce retour à la terre est l'énergie considérable exigée par l'entretien des jardins et qui transforme l'implication en dévouement. Une large proportion des militantEs impliquéEs participe, durant toute l'année, à d'autres collectifs du réseau activiste montréalais, mais, lorsque vient l'été, certainEs mettent de côté tous leurs autres projets pour ne se consacrer qu'au jardinage. Par ailleurs, leur implication dans les jardins étant totalement solidaire, personne n'en vit, même s'il leur est possible de manger gratuitement. Reste qu'au-delà des principes qui les réunissent, il faut encore payer le loyer et autres dépenses courantes, donc travailler contre revenu. Vivre de la terre ? CertainEs viennent tout juste de se lancer dans l'aventure même si elles et ils sont tout à fait conscientEs que « vivre de cela, c'est lâcher beaucoup de choses » du point de vue militant, comme le fait de donner peut-être moins souvent de la nourriture dans les manifestations en guise de solidarité. « Pour que les idéaux fonctionnent, il faudrait être beaucoup plus, parce que c'est très exigeant. » Cela, de fait, entraîne d'autres questionnements, ceux relatifs à la mobilisation.

Les défis de la mobilisation

On remarque deux volets à la question de la mobilisation soulevée par le jardinage autonome : celui concernant les participantEs et celui concernant le milieu rural. Tout d'abord, en ce qui concerne les participantEs, on remarque parmi eux et elles une certaine homogénéité. Il a déjà été question dans le présent rapport de recherche du fait que peu de gens de l'extérieur du réseau anticapitaliste se rendent aux jardins, même si l'ouverture est en théorie un souhait des militantEs. Cet état de faits entraînerait, selon certainEs, un manque d'effectifs qui, parfois, se traduit entre autres par des problèmes de transport (peu de militantEs possèdent de voitures) et par une surabondance de travail pour ceux et celles qui doivent s'occuper de l'immensité du travail à abattre. Ceci étant dit, il semble que, même au sein de ce réseau, on ne retrouve « pas tellement de monde libertaire qui ont un intérêt à faire un projet d'agriculture autour de Montréal », comme l'a formulé une personne impliquée aux Jardins de la Résistance. Malgré tout, les jardins représentent un pôle d'attraction pour celles et ceux qui y démontrent un intérêt.



Jardins de la Résistance,
2009

Par ailleurs, les sympathisantEs qui viennent pour aider tout en n'habitant pas les lieux n'ont souvent pas idée des tâches qui doivent être accomplies. Cela aussi peut devenir un poids supplémentaire pour les gens déjà impliqués complètement dans le projet, car il faut expliquer ce qu'il y a à faire et comment le faire. Cette façon de fonctionner cache un autre élément que nous avons déjà abordé : l'information se centralise chez les personnes qui sont présentes de façon continue sur les lieux.

Le dernier défi touchant à la mobilisation des militantEs est lié à la distance entre les jardins et les centres urbains. Cet éloignement, qui ne se calcule pas tant en kilomètres entre Montréal et la campagne, s'observe plus en termes de différences de réalité au quotidien, si bien qu'il devient parfois difficile de mobiliser des militantEs montréalaisEs, pour qui la nourriture est à portée de main. Cette mobilisation est d'autant plus difficile si le fossé entre le milieu militant montréalais et le milieu rural plutôt conservateur empêche de qualifier par ce qu'ils sont les projets de jardins : « anticapitalistes », « libertaires » ou « anarchistes », etc.

Les voisinEs, de fait, et le milieu immédiat des jardins représentent aussi des défis considérables en terme de mobilisation. Les principes qui sous-tendent les projets ne sont pas toujours très faciles à expliquer et les militantEs se retrouvent face au dilemme suivant : trimballer, d'une part, des qualificatifs qui font peur en risquant de dresser des barrières infranchissables entre le milieu et elles ou, d'autre part, faciliter les contacts entre voisinEs en n'affichant pas leurs couleurs idéologiques. Aux deux jardins, on a semble-t-il opté pour la deuxième option en étant très conscient que « ça prend du temps, dans une région, avant de s'établir ». Quoiqu'il en soit, quelques actions à saveur politique ont pu être commises ici et là, mais elles furent très isolées et assez inoffensives (travestir une affiche annonçant des champs de maïs transgéniques, par exemple). Et puis, il y a le temps qui manque. Mobiliser, surtout lorsqu'on est étranger en milieu conservateur, demande une implication que les militantEs, déjà passablement occupés à faire vivre la terre et à agir en solidarité avec d'autres luttes à Montréal ou ailleurs, n'ont peut-être pas...

Les questions de genre

La division genrée du travail pourrait être perçue comme une limite ou une contradiction des projets de jardins, compte tenu du souci d'égalité qui sous-tend généralement ce type de projet. Plus particulièrement, nous avons constaté que le souci de déconstruire les rapports patriarcaux est présent chez la plupart des militantEs ainsi que toutes les questions de genre sous-jacentes. Par exemple, aux Jardins de la Résistance, plusieurs militantEs s'identifient au mouvement « queer » et le projet dans son ensemble est implicitement « queer positive »^{xvii}. Par ailleurs, il semble que dans les deux collectifs, « les femmes ont participé aux tâches plus physiques de tous points de vue pratiques autant que les hommes : pelletage de la merde, remplissage du réservoir d'eau à l'étang, désherbage à la bêche, etc... ». Cependant, malgré toute la bonne volonté et une conscience

politique aigue, nous avons remarqué qu'une division des tâches se dessinait parfois le long de lignes de partage plutôt traditionnelles. Même si les corvées, petites ou grandes, sont réparties au hasard ou selon les intérêts respectifs des participantEs, sans égards particuliers au genre, nous avons observé que les hommes tendaient davantage à s'occuper des tâches en lien avec la construction et la mécanique, alors que les femmes avaient un intérêt plus marqué pour les plantes médicinales et l'herboristerie. Ceci étant dit, cela reflète ce que nous y avons vu lors de nos passages, ponctuels et figés dans le temps. Bien que cette constatation ait semé la discussion dans l'un des groupes, nous croyons que l'étude de la reproduction de la division traditionnelle des tâches au sein du milieu militant serait une piste intéressante à explorer lors de futures recherches afin de tirer des conclusions plus exhaustives sur les causes de ce présumé phénomène.

Les transports et l'utilisation des combustibles fossiles

L'un des talons d'Achille des projets de jardins solidaires est la question du transport et de la dépendance relative aux combustibles fossiles. CertainEs militantEs disposent d'un véhicule qui leur permet de se déplacer dans la région et d'assurer une navette régulière entre les jardins et la ville. La nature rurale de ces projets rend nécessaire le recours à des véhicules automobiles, ne serait-ce que pour acheminer les participantEs citadinEs au site du jardin ou afin d'assurer la distribution des légumes. Par exemple, aux Jardins de la Résistance en 2008, on retrouve quatre voitures et un camion. Néanmoins, certainEs, quand les circonstances le permettent, choisissent de se rendre au jardin en vélo.

À moins d'un retour complet à la terre, c'est-à-dire un abandon radical de la vie citadine et une implantation définitive en milieu rural, et ce, sans aucune machinerie (ce qui donnerait forcément aux projets une envergure et une dynamique considérablement différentes), il est pratiquement impensable, pour l'instant, de s'affranchir des véhicules à moteur et des combustibles fossiles qui les alimentent. Dans la mesure où les déplacements réguliers sont nécessaires au bon fonctionnement et à l'essor des projets de jardins solidaires, le plus important demeure pour les participantEs d'atteindre et de conserver un équilibre dans la consommation d'énergie et d'adopter des moyens de partager équitablement les frais de consommation.

Jardins de la Résistance, 2009





Jardin de Kanehsatake, 2008

V. Conclusion

La recherche-action sur ces deux jardins autogérés autour de Montréal nous a permis de faire ressortir un certain nombre de caractéristiques communes aux Jardins de Kanehsatake et de la Résistance. L'une d'elles, centrale, est que dans un contexte agro-industriel centré sur le rendement et l'exploitation de la terre et des individus tels qu'on les connaît, le jardinage peut aussi devenir politique. Une fois cet aspect clarifié, ont émergé un certain nombre d'éléments qui nous ont permis d'établir un parallèle sur plusieurs points entre les deux expériences autogestionnaires.

Au nombre de ces éléments, les objectifs des Jardins de la Résistance et de Kanehsatake sont assez semblables. Bien que formulés de manière informelle, nous avons établi que l'autonomie alimentaire est au centre de leurs préoccupations. En effet, la conviction que les gens ont le droit d'exercer un contrôle sur leur alimentation en rendant entre autres l'alimentation biologique accessible est un élément-clé dans les deux cas. Deux autres objectifs sont intimement liés à cette préoccupation. D'abord, il y a le fait que le jardinage autogéré et gratuit (ou très peu coûteux dans le cas des paniers distribués) doive s'inscrire dans une perspective de résistance et/ou d'alternative au système capitaliste. Ensuite, il y a l'idée que cette même activité doive se faire en solidarité avec d'autres luttes, que ce soit les luttes autochtones contre la monoculture ou lors d'événements militants à Montréal : les causes connexes ne manquent pas. Un autre objectif des jardins que nous avons étudiés est ce désir d'établir entre les participantEs des liens solides d'amitié où la confiance permet d'expérimenter la socialisation telle qu'elle est souhaitée pour l'avenir. Par la bande, aussi, il y a le souci constant de créer des ponts avec des gens à l'extérieur du milieu militant, que l'on pense, dans ces cas-ci, à la communauté mohawk de Kanesatake, aux agricultrices-agriculteurs de Huntington ou à ceux et celles qui se procurent un panier bio à chaque deux semaines. À ces objectifs s'ajoutent aussi celui du partage des connaissances et des apprentissages (qui est aussi un mécanisme pour distribuer le pouvoir au sein des collectifs) et le souci de cultiver dans le respect de l'environnement en n'utilisant, par exemple, ni pesticides ou insecticides de synthèse, ni machinerie lourde et en n'entrant pas dans une dynamique d'exploitation de la terre. Finalement, l'objectif d'offrir aux participantEs, mais aussi aux sympathisantEs, un espace de repos de la ville et de communion avec la nature est essentiel dans les deux cas.

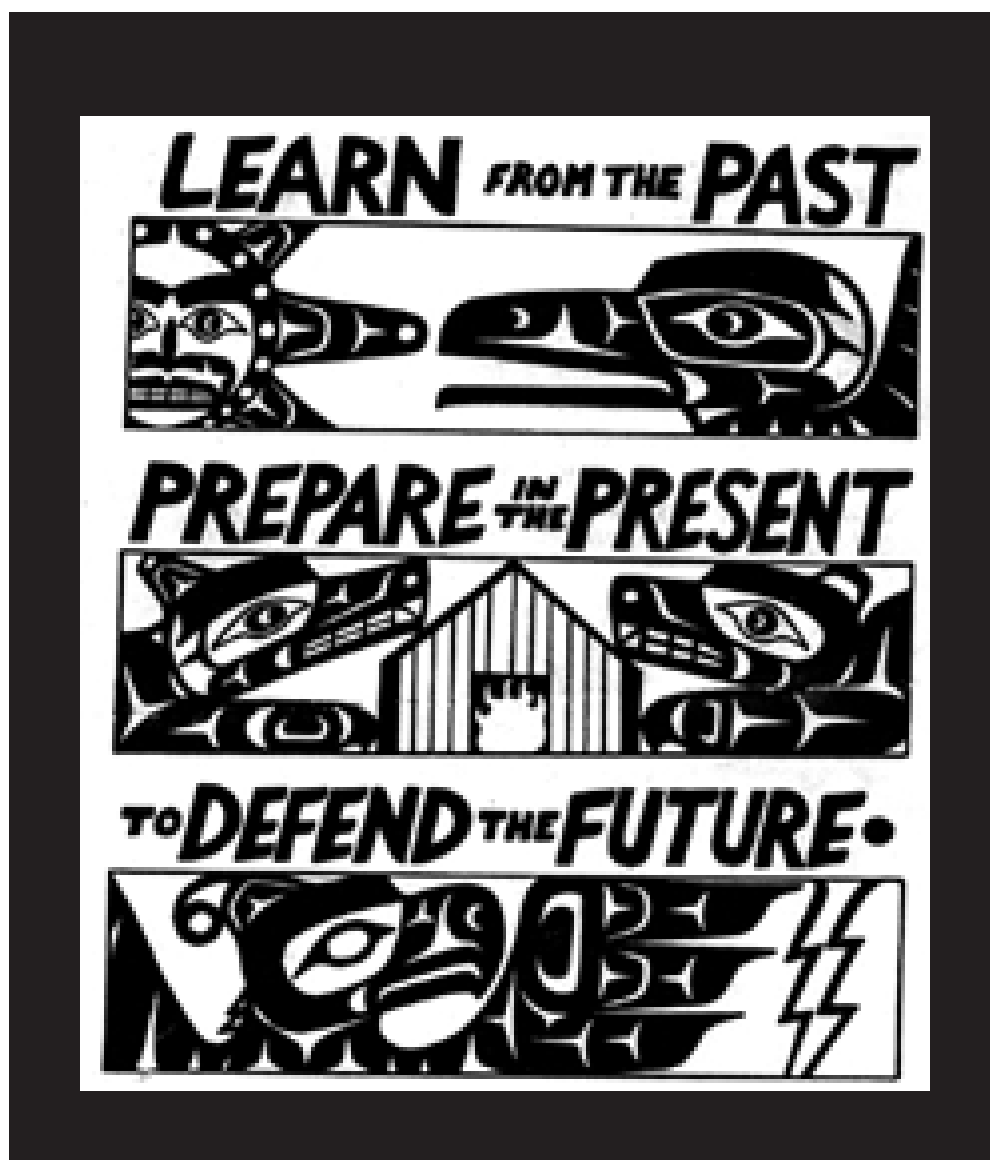
En ce qui concerne les principes des deux groupes, nous avons aussi pu voir un certain nombre de similitudes, à commencer par le fait de ne pas les avoir explicitement nommés comme tels. Cette réalité traduit la crainte de « faire peur » avec des mots comme « libertaire », « anarchiste » ou « anticapitaliste ». Quoiqu'il en soit, au-delà des mots, on remarque que les deux groupes ont adopté la culture qu'entraînent des principes libertaires, si ce n'est que leur organisation qui est dans les deux cas décentralisée, autonome, horizontale et implique une recherche constante du consensus. De fait, le principe de base reste le fait que l'agriculture est un acte militant qui permet de faire passer un certain message par des actions concrètes et des activités ludiques. Ce positionnement implique donc qu'à part les activités connexes au jardinage (désherbage, récolte, arrosage, partage de connaissances horticoles, etc. ...) et à la distribution des récoltes, les personnes s'impliquant aux jardins se font aussi militantEs dans d'autres occasions. Que ce soit lors de manifestations, événements ou actions politiques, les participantEs aux jardins font partie du réseau militant plus large à Montréal ou ailleurs au Québec.

Tel que mentionné plus haut, le fonctionnement des deux groupes est libertaire, dans le sens antiautoritaire du mot. Ces derniers sont chacun constitués d'un noyau de militantEs auquelLEs incombe la prise de décisions, qui se fait par recherche de consensus. Dans les deux cas, une attention particulière est portée à certains éléments dont le partage des pouvoirs et des connaissances, qui sont souvent, surtout dans des projets très « techniques » comme des jardins, très liés. L'un des mécanismes les plus prisés pour en arriver à ce partage est la rotation des tâches, qui reste tout à fait volontaire et informelle, se faisant en fonction de ce qui doit être accompli dans les jardins. Les rapports hommes-femmes demeurent très analysés, au sens où même en tentant de déconstruire les rôles traditionnels selon le genre, une répartition genrée des tâches survient très souvent d'elle-même ; les participantEs ont donc cette réalité à l'œil, tout comme celle liée aux difficultés d'intégrer à leurs projets des personnes dites « racisées ». En ce qui concerne la langue, les deux projets partagent une spécificité intéressante : un mélange très fonctionnel du français et de l'anglais.

Nous avons relevé certains défis ou contradictions auxquels font face les deux groupes et qui se recoupent. En effet, dans les deux cas, ils sont confrontés aux limites de l'idéal libertaire de l'autogestion et des relations sociales. Aussi, il demeure cette tension qui existe entre le désir de « vivre de la terre » et l'activisme que l'implication aux jardins commande. La mobilisation, aussi, constitue toujours un défi de taille : comment intéresser des gens qui sont à l'extérieur du réseau anti-capitaliste à ce type de projet? Puis, la question du genre, que nous avons abordée précédemment, demeure centrale dans les contradictions des groupes, et cette problématique n'est pas exclusive aux jardins autogérés. Finalement, on a aussi constaté la difficulté d'atteindre des visées écologiques tout en restant, par exemple, tout à fait indépendantEs du pétrole.

En terminant, il nous semble aussi important de faire part aux lecteurs-lecteurs des limites observées de notre propre recherche. CertainEs diront que le fait d'être nous-mêmes des militantEs est en soit une limite et nous comprenons cette critique, même si nous la rejetons : notre position privilégiée demeure à notre avis une force et une porte d'entrée tout à fait privilégiée pour un milieu qui aurait été plutôt hostile à des chercheurs-chercheuses qui auraient voulu étudier LE mouvement. En fait, l'une des principales limites de notre recherche incombe à notre sujet à proprement parlé : le fait de s'être intéresséEs à des groupes dont les membres se réunissent autour d'une tâche très précise (le jardinage) ne nous a pas permis de vraiment approfondir certaines questions. Cette réalité a rendu les participantEs peut-être moins disponibles pour des entrevues individuelles et nous a forcéEs à effleurer plus superficiellement certaines questions. D'ailleurs, à ceux et celles qui nous reprochent d'être trop proches de notre sujet pour en faire une étude sérieuse, nous tenons à souligner qu'une telle recherche n'aurait pas été rendue possible autrement : c'est justement parce que nous étions du milieu que les collectifs ont accepté sans trop de difficulté notre projet. Une autre limite est liée à ces questionnements : nous avons la prétention de faire de la recherche-action pour permettre entre autres aux groupes de discuter de certaines questions les traversant. Dans le cas de la recherche qui nous intéresse, on peut se demander si les gens qui liront cet article sont ceux que nous cherchions à rejoindre.

Finalement nous souhaitons remercier chaleureusement les deux collectifs que nous avons étudiés de même que tous les gens avec qui nous avons réalisé des entrevues pour leur indispensable et précieuse collaboration. Merci à vous et bon jardinage!



Flyer de l'événement contre la colonisation
dans l'Île de la Tortue organisé par le Centre
d'Amitié Authoctone, mai 2009

Notes

ⁱ STIEGMAN, Martha, « Au cœur de notre quartier – Un guide pratique pour le démarrage et l’animation d’un jardin collectif », Action Communiterre, 2004, p. 16.

ⁱⁱ Dans le cadre du projet « Un autre monde est-il possible? Une perspective critique sur les expériences autogestionnaires qui émergent depuis 1995 au Québec », le CRAC a tenté de rejoindre l’ensemble des collectifs autogérés du Québec afin de réaliser une entrevue téléphonique avec ceux-ci pour voir si chaque groupe correspondait à nos critères de recherche. (www.crac-kebec.org)

ⁱⁱⁱ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Zapatistes#Organisation>

^{iv} LAMBERT-PILOTTE, DRAPEAU et KRUYNSKI, « La révolution est possible : un portrait des groupes libertaires autogérés au Québec » Possible, volume 31, numéro 1-2, hiver-printemps 2007.

^v DAY, Richard J.F., « From Hegemony to Affinity : the political logic of the newest social movements », in Cultural Studies, September 2004, vol. 18, no. 5, p.730. Traduction libre de: “(...) *the goal is not to create a new power around a hegemonic center, but to challenge, disrupt and disorient the processes of global hegemony* (...)” (Day, 2004, p. 730)

^{vi} RÉGNIER, FAUSTINE et Al., Sociologie de l’alimentation, La Découverte, Paris, 2006, p. 89.

^{vii} GORDON, Uri, Anarchy Alive!: Anti-Authoritarian Politics from Practice to Theory, Pluto Press, Ann Arbor, 2008, p. 17. Traduction libre de : “*Anarchists understand direct action as a matter of taking social change into one’s own hand, by intervening directly in a situation rather than appealing to an external agent (typically a government) for its rectification.*” (Gordon, 2008, p. 17)

^{viii} PLEYERS, Geoffrey, « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d’engagement des jeunes altermondialistes », dans Lien social et politique, vol. 51, no. 91, printemps 2004, p. 130.

^{ix} Le compagnonnage se base sur l’idée que les plantes interagissent entre elles; il faut donc savoir où les placer afin d’éloigner les insectes nuisibles ou d’attirer les insectes bénéfiques.

* Traduction libre du dépliant « Les Jardins de la Résistance – A community Farming Project, April 2007-November 2007 ».

^{xi} STIEGMAN, Martha, « Au cœur de notre quartier – Un guide pratique pour le démarrage et l’animation d’un jardin collectif », Action Communiterre, 2004, p. 20.

^{xii} BESSE, Jean-Marc, Du jardin au jardinage, la ruse du paysagiste, Les carnets du paysage no. 9 et 10, Actes sud et l’École nationale supérieure du paysage, 2003, p. 18-20.

^{xiii} CLERMONT, Gilles-Charles, Les jardins collectifs, une innovation verte en milieu urbain, Francvert, Union québécoise pour la conservation de la nature, 2004.

^{xiv} IPSM est un collectif montréalais antiautoritaire dont l’objectif premier est de se positionner en allié des autochtones dans leur lutte pour l’autodétermination.

^{xv} Le QPIRG-Concordia est une organisation sans but lucratif, fondé par des étudiantEs, qui fait de la sensibilisation et qui tente de stimuler le militantisme local autour de divers enjeux sociaux et environnementaux. <http://www.qpirgconcordia.org/>

^{xvi} Ce rapport est disponible à l’adresse suivante : <http://www.caaaq.gouv.qc.ca/>

^{xvii} « De façon générale, le terme “queer” décrit les actions et les modèles analytiques qui soulignent les incohérences dans les relations soi-disant ancrées entre le chromosome sexuel, le genre et le désir sexuel. Résistant à ce modèle de stabilité –qui revendique l’hétérosexualité comme étant à son origine, alors que c’est plutôt son effet- la théorie queer se concentre sur les disparités entre le sexe, le genre et le désir. » JAGOSE, Annamarie, *Queer Theory*, University of Melbourne Press, 1996. Traduction libre de : « *Broadly speaking, queer describes those gestures or analytical models which dramatise incoherencies in the allegedly stable relations between chromosomal sex, gender and sexual desire. Resisting that model of stability--which claims heterosexuality as its origin, when it is more properly its effect--queer focuses on mismatches between sex, gender and desire.* » Un extrait de ce livre est disponible au : <http://www.australianhumanitiesreview.org/archive/Issue-Dec-1996/jagose.html>

Bibliographie

BESSE, Jean-Marc, Du jardin au jardinage, la ruse du paysagiste, Les carnets du paysage no. 9 et 10, Actes sud et l'École nationale supérieure du paysage, 2003, p. 17-45.

BOULIANNE, Manon, L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois; empowerment des femmes ou « domestication de l'espace public »?, Département d'anthropologie de l'Université Laval, Anthropologie et Sociétés, vol. 25, no. 1, 2001, p. 63-80.

BOULIANNE, Manon, Agriculture urbaine et développement : l'expérience mexicaine, Les Presses de L'Université du Québec, Nouvelles pratiques sociales, vol. 13, no. 1, 2000, p. 103-118.

CLERMONT, Gilles-Charles, Les jardins collectifs, une innovation verte en milieu urbain, Francvert, Union québécoise pour la conservation de la nature, 2004.

DAY, Richard J.F., « From Hegemony to Affinity : the political logic of the newest social movements », in Cultural Studies, September 2004, vol. 18, no. 5, p.716-748.

GORDON, Uri, Anarchy Alive!: Anti-Authoritarian Politics from Practice to Theory, Pluto Press, Ann Arbor, 2008, 183 pages.

JAGOSE, Annamarie, Queer Theory, University of Melbourne Press, 1996, 153 pages.

MASSÉ, Bruno, « Revue littérature des jardins collectifs », Collectif d'études sur les pratiques solidaires, Université du Québec à Montréal, 2007.

PLEYERS, Geoffrey, « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », dans Lien social et politique, vol. 51, no. 91, printemps 2004, p. 123-134.

RÉGNIER, Faustine et Al., Sociologie de l'alimentation, La Découverte, Paris, 2006, 121 p.

STIEGMAN, Martha, « Au cœur de notre quartier – Un guide pratique pour le démarrage et l’animation d’un jardin collectif », Action Communautaire, 2004, 72 p.

Les partenaires pour le développement de la santé alimentaire, « Des gestes plus grands que la panse », Dossier 6, juin 2001.